

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 16 FÉVRIER 1977
N° 377 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

Fin de la visite de
Giscard au Mali

RÉAFFIRMA- TION DE LA POLITIQUE NÉO- COLONIALE

La visite de Giscard d'Estaing au Mali s'est achevée sur une grande conférence de presse dans laquelle il a réaffirmé les grandes lignes de sa politique africaine.

Il a affirmé qu'il avait pour but de «bannir toute forme de néo-colonialisme». En proposant lundi de «prendre à sa charge l'inventaire des ressources du Mali», les propositions démentent les intentions proclamées. Celui qui connaît les richesses et leur emplacement est bien placé pour les exploiter par la suite, c'est cela le néo-colonialisme. Il a fait allusion au fait qu'il voulait achever l'œuvre de décolonisation sur le continent africain, en rappelant que «dans deux mois, la population de Djibouti s'exprimerait sur son avenir».

Lire notre article p. 7

DANEMARK- PAYS BAS

Les gouvernements socialistes en difficultés

Le gouvernement des Pays-Bas est incapable de faire face au mouvement de grève qui gagne les dockers, les métallos, les maçons, les typos, la plus massive depuis la guerre. Le gouvernement danois a été obligé de faire des élections anticipées à cause des grèves sauvages qui rejettent le blocage des salaires.

Deux pays modèles de la paix sociale sous régime social-démocrate connaissent ainsi la fin du consensus social mettant en grave difficulté les partis socialistes qui l'avait mis en place. Ces failles dans le système réformiste en Europe du Nord inquiète au plus haut point Schmidt qui a eu des consultations avec des chefs sociaux démocrates danois et hollandais. C'est le visage souriant du réformisme qui se lézarde, il n'en reste plus que le visage hideux du modèle allemand.

BARRE PERSISTE

INSULTES ET PROVOCATIONS

Il y a un mois, Barre effectuait son premier voyage en province, dans la région centre, et provoquait la surprise en s'avancant vers des manifestants à Orléans. Mais ce n'était pas pour engager le dialogue, c'était pour les traiter de menteurs. Depuis, systématiquement, Barre profite de ses déplacements pour multiplier les provocations : devant les paysans à Aubigny, devant les travailleurs à Clermont-Ferrand, puis à Lyon, puis à Tarbes, et hier à Bordeaux. A chaque fois, le même scénario : Barre s'avance vers les travailleurs qui crient leur légitime colère contre les mesures de son plan, et les provoque en les traitant de menteurs ou d'énergumènes criant sans raison.

Si le but qu'il recherche est de montrer sa fermeté, le but qu'il atteint, c'est que les travailleurs viennent de plus en plus nombreux manifester contre sa présence.

Lire notre article
p. 4

PARIS

gauche

Accord... jusqu'au 21 mars

Voir p. 3



CORSE : SUR LES TERRES ACCAPARÉES PAR LES PIEDS-NOIRS

Les agriculteurs repiquent la vigne

Les syndicats agricoles (FDSEA, CDJA) ont convoqué le préfet de région et le président du conseil régional, M. Jiacobbi, député radical de gauche pour une réunion aujourd'hui devant constituer la SAFER. Ils ont tous deux refusé. Cette réunion aura sans doute quand même lieu, les syndicats ont l'intention de mettre en place juridiquement la SAFER sans l'administration. Les agriculteurs, surtout les jeunes, sont décidés à aller jusqu'au bout pour empêcher que les terres que l'administration veut mettre aux enchères ne leur échappent.



Voir p. 6

LE VERDICT DU PROCÈS DE CASABLANCA

5 CONDAM- NATIONS À PERPÉTUITÉ 2055 ANS DE PRISON

La Cour de Casablanca a prononcé le verdict contre les 137 accusés du procès qui a commencé le 13 janvier.

Abraham Serfaty, Fakihani, Mouchtari, Zaâza, Nouda, ainsi que les 39 jugés par contumace, sont condamnés à la détention à perpétuité. 21 de leurs camarades sont condamnés à 30 ans de prison, 44 à 20 ans, 45 à 10 ans, 19 à 5 ans. Les trois femmes — dont l'une est d'origine italienne — ont été condamnées à 5 ans de prison avec sursis, ainsi que semble-t-il deux des accusés.

Lire notre article p. 8

ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES : DU NOUVEAU !

Chirac, dans ses outrances, ne manque pas d'aplomb. Ne vient-il pas de réclamer par le biais du groupe parlementaire RPR, la constitution d'une commission d'enquête sur l'utilisation des médias, la manipulation des sondages, et sur les écoutes téléphoniques.

Chirac estime que depuis qu'il a quitté le gouvernement, ses initiatives sont constamment déformées au profit de ses adversaires.

Venant d'un ancien ministre de l'Intérieur, et du responsable d'un parti au pouvoir depuis vingt ans, spécialisé dans la manipulation de l'opinion, des écoutes téléphoniques et autres gadgets gouvernementaux, l'accusation est vraiment plaisante !

CONDITIONS DE TRAVAIL

Par René DUVAL

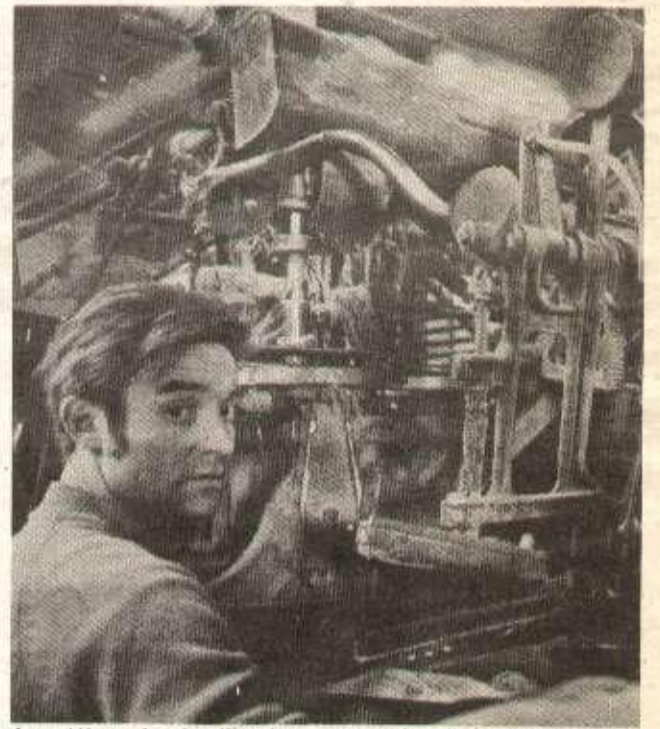
LE TRAVAIL POSTÉ A DOUBLE EN 20 ANS !

Dans son souci de rentabiliser au maximum ses installations, le capitalisme a toujours développé de nouvelles techniques d'organisation du travail... mais c'est surtout avec le travail posté que la logique capitaliste s'est le plus affirmée au détriment de l'intérêt des travailleurs.

Pour faire tourner ses machines 24 heures sur 24, le capitalisme achète la santé des travailleurs. Car les conséquences néfastes sur la vie des travailleurs ne sont plus à démontrer ; un rapport officiel, comme le rapport Wisner l'a confirmé récemment : cela

tient pour une bonne part aux luttes de la classe ouvrière.

Le travail posté et d'une façon générale l'organisation capitaliste du travail, qu'il s'agisse du travail à la chaîne, du développement de l'utilisation de l'informatique, etc... autant de nuisances industrielles, autant de causes de maladies professionnelles nouvelles. Aux Assises sur la pollution industrielle et les maladies professionnelles, les travailleurs de la sidérurgie, de l'automobile... mais aussi des bureaux, les mettront en accusation.



Au début la justification patronale était « technique ». Maintenant, toutes les branches sont touchées ; ici dans une filature de lin à Tourcoing.

Les conséquences sur la santé



Les ouvriers de l'île Seguin (Renault-Billancourt) : eux aussi sont des postés.

« Pour le poste de zéro heure, le type qui tourne toute la semaine, vous le rencontrez dans la rue, vous le prenez pour un drogué, il est abasourdi... Les gens qui tournent, quand ils arrivent au poste de nuit, quand ils travaillent, ça va, mais dès qu'ils doivent se mettre assis, ils dorment le casse-croûte dans la main. »

Ce témoignage d'un mineur de La Houve, en Lorraine, personne ne le nie : le travail posté use la santé du travailleur.

Le posté est sujet à des problèmes gastriques. Et cela s'explique facilement. Il ne mange jamais à la même heure. La qualité des repas laissés souvent à désirer. Très rares sont les boîtes qui offrent des repas chauds aux postés. Bien souvent,

surtout la nuit, il faut se contenter du sandwich, pris la plupart du temps sur le tas. Pas étonnant dans ces conditions que le posté soit fréquemment victime d'ulcères à l'estomac.

Les problèmes sont aussi d'ordre nerveux. Selon une enquête d'A. A. Nonsen, les troubles nerveux sont 2,5 fois plus fréquents chez les postés que chez les travailleurs du jour. Ils surviennent après 5 à 15 ans de travail posté. Rien d'étonnant à cela. Le posté se repose mal. Selon une enquête menée par Caillot, le temps de repos après le poste de nuit est de 5 h 30 (en une seule fois) 7 h 1/4 (en 2 fois) ; après le poste du matin, il est de 8 h 3/4.

Les troubles nerveux sont d'autant plus fréquents que le logement est médiocre comme le montrent les chiffres suivants.

	Travailleurs de jour	Travailleurs postés	Anciens postés
Bien logés	12	15	84
Mal logés	18	73	97

D'où la revendication, d'une pièce insonorisée pour les postés.

Cela se répercute sur la vie familiale et la vie sociale en général.

Une enquête a montré que deux travailleurs postés sur trois s'estiment atteints dans leur vie familiale. Les repas pris hors de la famille, les absences fréquentes, le dimanche et les jours de

fête, c'est ce qui marque le plus les postés.

Les postes, c'est la difficulté de suivre les enfants, c'est aussi des difficultés

conjugales. C'est aussi la difficulté de faire partie d'une association, de militer syndicalement ou politiquement.

Un autre aspect des choses est le risque augmenté d'accident. Fatigué, le posté sera plus facilement victime d'un accident. C'est d'ailleurs le plus souvent la nuit que surviennent les accidents.

De nombreuses luttes contre le travail posté

La classe ouvrière remet de plus en plus en cause ce mode d'organisation du travail. Rien que dans un secteur comme la chimie, de nombreux avantages ont été arrachés ces dernières années.

SUR LA DURÉE DU TRAVAIL :

Raffinerie Antar, passage à la journée après cinq ans de quart et accord du docteur.

SNPA Lacq, mise en place de la cinquième équipe, même chose chez ATO à Mont.

SUR L'INDEMNISATION :

A BP Dunkerque, pour les maladies liées au travail posté, mais non reconnues par la Sécurité Sociale, maintien du salaire à plein

tarif jusqu'à douze mois à partir de dix ans d'ancienneté.

SUR LES REPAS :

A Rhône-Poulenc Vitry, des repas sont servis à tous les postés.

SUR LE PASSAGE À LA JOURNÉE :

Chez APCC Rey, passage à la journée après 55 ans d'âge avec garantie du salaire. Même chose à 50 ans chez SIMO.

SUR L'ÂGE DE LA RETRAITE :

A 60 ans chez BP Dunkerque. Chez Antar, un an d'abaissement pour cinq ans de quart.

Il faut citer aussi les luttes dans la sidérurgie contre les feux continus à Pompey, à Hagondange...

Un système qui se développe

En 1957, 10,3 % des travailleurs étaient postés. En 1974, ils étaient 21,9 %.

Ce mouvement est inégal selon les secteurs, mais partout, dans la même période, il s'est développé. Il a triplé dans la chimie, quintuplé dans la construction des machines.

Aujourd'hui, un travailleur sur cinq est posté (et un posté sur cinq est une femme).

Dans certaines branches comme la production des métaux, ce sont trois travailleurs sur quatre qui sont postés. Un sur deux dans le textile, le papier carton.

Au début, la justification des postes était d'ordre technique. « On ne peut pas arrêter les hauts-fourneaux » par exemple. Mais aujourd'hui, il s'agit pour les patrons de rentabiliser le plus rapidement possible les installations. C'est une façon de lutter contre le vieillissement de plus en plus rapide du matériel de production d'où l'extension spectaculaire dans des branches comme la construction de machines où aucun impératif technique ne nécessite le travail en postes.

Comme nous le dit un sidérurgiste : « Avant ça n'existait pas ! Pratiquement, ce qui demande à être un feu continu, c'est la surveillance des hauts-fourneaux, des choses comme ça qui tournent tout le temps. Autrement, une aciérie peut s'arrêter comme tu veux. Maintenant, ils font tourner au maximum. Bien sûr, ils ont un peu majoré les salaires, mais c'est eux qui sont gagnants. »

Pas moral !

« Prétendre que le travail posté est immoral et le condamner comme un vice est excessif »

C'est Jean Dupuis, responsable de « l'amélioration des conditions de travail » à Creusot-Loire, qui parle. Écoutons-le exposer dans « l'Usine Nouvelle » les thèses patronales. « Il faut être réaliste... Le travail posté et le travail de nuit s'imposent pour des raisons économiques. Certes, nous pourrions le supprimer, mais à condition que nos voisins belges ou allemands en fassent autant. Ce n'est pas une question de profit : il nous faut simplement rester compétitifs ». Pour satisfaire la demande, il faudrait aussi « tripler les installations existantes, ce qui demanderait des investissements considérables ».

Un mensonge en passant... « Le nombre des équipes travaillant en feu continu ou en 3x8 n'augmente pas ».

« Bien sûr, il y a certainement ici et là des exagérations. Des machines de moindre importance peuvent tourner en continu, sans raison essentielle. Ce doit être assez rare ».

« On est toujours confronté à un problème de coût ». En sortie d'une coulée continue d'acier par exemple, on trouve un laminoir. Si on arrête ce dernier, le métal refroidirait. A la reprise, il faudrait le chauffer. « Économiquement exclu ! D'ailleurs, il y a derrière une ligne de parachèvement de l'acier. Le problème se pose de nouveau. Où s'arrêter ? »

Où s'arrêter effectivement, si on ne tient compte, comme ce monsieur Dupuis, que de la rentabilité capitaliste, sans se soucier des travailleurs, de leur santé, de leur vie.



La vie de famille est atteinte. Ici les épouses des sidérurgistes d'Usinor : la remise en cause des conditions de travail et de vie est fortement présente dans les luttes.

Nationalisations

MARCHAIS ET ROCARD, CE N'EST PAS BONNET BLANC ET BLANC BONNET

«Je crains que nous n'allions vers une société collectiviste... C'est une chose d'avoir 25 % de l'industrie française nationalisée, c'en est une autre d'en avoir 70 %». Telle est l'appréciation que Barre, en voyage dans le sud-ouest, a portée hier sur les mesures prévues par le programme commun. Chiffres forcés, présentation unilatérale de la réalité : en fait, le premier ministre, en confrontant dans une même réprobation le PS et le PCF, menait une opération électorale qui visait à favoriser la victoire de la «majorité». Pourtant, ces derniers jours, le développement de la controverse des divergences existant entre les deux partenaires du programme commun.

Le même jour, c'était Marchais qui prenait le relais dans cette polémique, à la télévision : «Je pourrais faire observer, par exemple à Rocard, qu'au lendemain de l'élection présidentielle il avait trouvé le programme commun trop timide... Il y a une différence entre la position des socialistes définie par J. Attali, par Rocard et

aussi par Mitterrand, et la nôtre. Nous, nous disons, il faut vraiment nationaliser». Autrement dit, le PS ne le veut pas.

Des positions prises ces derniers jours, deux points de controverse ressortent nettement sur la question de l'indemnisation des actionnaires. D'une part, faut-il faire une distinction entre les très gros porteurs et les autres ? Oui, a encore rappelé hier Marchais. Non, disait Attali dans les propositions qu'il avait faites la semaine dernière, et qui ont été reprises à son compte pour l'essentiel par le colloque socialiste du week-end dernier.

Deuxième problème : les actionnaires devront-ils rester entièrement propriétaires de leurs titres, ou un remboursement progressif devra-t-il éteindre leurs droits de propriété sur l'entreprise ? Le PCF se prononce pour la deuxième solution, précisant qu'il faudra vingt ans pour que les remboursements soient achevés. Non, ont estimé de leur côté les

experts socialistes, les porteurs de part ne devront pas subir d'extinction, fût-elle progressive, de leur droit de propriété. «Oui, le programme commun», affirmait hier à la première page de «L'Humanité», Roland Le Roy, dirigeant du PCF. Mais lequel ? Sur la base d'un texte signé dans des condi-

tions de rapport de forces politiques bien différents d'aujourd'hui, les divergences de fond entre PS et PCF se révèlent aujourd'hui à propos des modalités d'application. Même si elle devait connaître certains répit, cette lutte ne peut désormais qu'aller en s'approfondissant.

REVENDICATIONS DE TRAVAILLEURS : POUR LE PS ENCORE MOINS QUE LE PROGRAMME COMMUN

«Plutôt que de s'orienter vers une diminution massive de 500 000 ou 600 000 chômeurs en une année, ce qui est possible, mais suppose un coût économique très lourd à supporter, il nous semble préférable de s'engager dans la perspective d'une diminution de 200 000 à 300 000 par an du nombre des chômeurs... Qui permette d'envisager un retour au plein emploi dans le cadre des cinq années d'application du programme commun». Chômeurs, vous voilà avertis : monsieur Jean Paul Bachy, auteur du rapport sur l'emploi industriel au colloque tenu ce dernier week-end par le PS, vous en donne pour cinq ans. Et cela, avant même que son parti soit au gouvernement. Qu'en resterait-il, compte tenu de l'écart entre les promesses électorales et la politique réelle, une fois élu ?

Sur toute une série de sujets, le colloque socialiste s'est ainsi attaché à rogner les promesses «sociales» du programme commun, pourtant déjà bien éloignées en elle-même des aspirations ouvrières, telles qu'elles se manifestent dans les luttes. Abaissement de l'âge de la retraite ? Soyons «prudents» Surtout pas de mesures

«brutales et coûteuses» ! C'est branche par branche, en étalant dans le temps, et en commençant par les métiers pénibles qu'on y arrivera : en somme, le programme engagé par Giscard.

Réduction du temps de travail ? Là encore, ce sera branche par branche, en négociant avec les patrons concernés. Cela fait des années que ce genre de négociations se mène, sans vraiment aboutir à des résultats tangibles. Quant au travail temporaire, si Rocard se proclame partisans de «mettre fin à l'appropriation d'une bonne partie des entreprises de travail temporaire en rétablissant le monopole public de l'embauche», il n'est pas pour autant question de supprimer cette forme d'exploitation.

Il s'est trouvé un orateur, à cette réunion, pour se demander : «Il ne faudrait pas qu'à force de rassurer les possédants, nous perdions la confiance des travailleurs». Question dépassée : au fur et à mesure que le parti socialiste se rapproche du pouvoir, son option de classe apparaît chaque jour avec une clarté plus grande.

CHIRAC ESPÈRE GAGNER LA MAIRIE DE PARIS AU VEL' D'HIV'

La foire aux promesses bat son plein, chaque candidat est à l'affût de celle qui pourrait lui gagner le maximum de voix. Chirac avec le Vel' d'Hiv' espère rallier à ses listes tous les Parisiens nostalgiques du Vel' d'hiv' et amateurs de cyclisme sur piste. Le chef du RPR promet aux Parisiens un nouvel vel' d'hiv' à l'intérieur d'un Palais des Sports comportant aussi une patinoire, une piscine olympique et des salles omnisports. Et ce n'est qu'un chapitre d'une longue liste de pro-

messes faciles à imaginer : tout ce que les conseillers de Paris en majorité membres du RPR n'ont pas fait pendant leur mandat.

CHARPENTIE CHEZ PONIATOWSKI

Après avoir rencontré Chirac il y a une semaine, Yvan Charpentie, président de la CGE s'est entretenu avec Poniatowski. A l'issue de l'entrevue, Charpentie a déclaré «Nous avons souligné devant les Républicains Indépendants, les dangers et les inconvénients des politiques dites de réduction des inégalités sociales, la fiscalité, la Sécurité Sociale, et la politique contractuelle».

SARRE CONTRE LES PRIVILÈGES DE L'ÉLITE MONDAINE

Le candidat du PS à la mairie de Paris part en guerre contre les clubs privés du Bois de Boulogne qui «sous couvert d'associations sportives y perpétuent les privilèges d'une élite mondaine très fermée». On est socialiste ou on ne l'est pas ! Dans le colimateur de Georges Sarre, entre autres : le polo de Paris, le cercle de l'Étrier, la Croix-Catelan «qui abrite certaines activités mondaines et sportives du Racing Club de France». Sarre promet que lui élu, les concessions consenties à ces clubs privés seront dénoncées et les espaces qu'elles occupent en contre partie d'une redevance dérisoire ouverts au public. Qu'en pense M. Attali, un habitué du tennis de la Croix Catelan ?



Mitterrand au golf : «les privilèges d'une élite mondaine très fermée» (Georges Sarre).

en parcourant la presse revisionniste

UNE CERTAINE CONCEPTION DU DÉBAT

Maurice Goldring, dans «France-Nouvelle», aborde le problème du débat politique. Pendant quelques lignes, on peut être d'accord avec ses propos, quand il dit par exemple : «dans nos meetings, bon gré, mal gré, il faut que les gens écoutent ce que nous avons prévu de leur dire» ou alors «nous estimons ce que nous savons mieux, que nous pensons mieux, que nous parlons mieux». C'est effectivement ce qui ressort des meetings du PCF, où le débat politique soit n'existe pas, soit est complètement fabriqué et artificiel. Mais Goldring se reprend bien vite, pour expliquer que justement «ça change» dans le PCF, à preuve les débats, à preuve les cahiers de la misère. Il termine en disant que ce qui fait le plus de peine aux militants du PCF, c'est quand les gens hésitent à leur dire «pas d'accord». Goldring peut être rassuré de ce côté là, les militants du PCF seront de plus en plus heureux, puisque de plus en plus de gens sont décidés à leur dire leur désaccord et bien haut.

Quant à la question du débat, et de l'ouverture du PCF à ce sujet, regardons la nouvelle formule de «L'Humanité» dans le numéro de lundi dernier, sur 12 pages, près de 6 sont consacrées aux rassemblements (ratés) du PCF, et aux différentes déclarations de ses dirigeants. Si l'on rajoute à cela une demi-page consacrée aux questions syndicales, qui donne la position de la CGT, plus une page et demi remplie par la publicité ou les programmes de télévision ou les courses de chevaux, on arrive à un total de 8 pages. Il en reste 4 pour donner l'information.

Et après cela le PCF ose prétendre qu'il est «à l'écoute des masses» et qu'il ne les prend pas pour des imbéciles...

VIVE LA PUBLICITÉ

«Je me promène tranquillement en songeant à mes affaires et brusquement, deux seins géants vantant un soutien gorge, viennent troubler ma méditation ou mes rêveries. Cette agression dérangeante, indiscreète, elle est bien le propre de la publicité. Mais en ce sens, si elle agresse et dérange, tant mieux. Tant mieux si elle provoque continuellement des réactions de désir ou de dégoût, de rêve ou de fureur». C'est ainsi que le PCF aborde la question de la publicité. Travailleurs qui êtes aliénés, sortez de votre léthargie, la publicité est là pour ça, c'est un peu le sens des paroles ci-dessus. Ce discours sur la publicité n'est pas gratuit de la part du PCF. Chaque affiche publicitaire est conçue pour «taper à l'œil», pour qu'on ne voit qu'elle. Cette concurrence stimule l'art, toujours selon le PCF. En conséquence de quoi, s'il ne faut pas (du moins ouvertement) soutenir ceux qui commandent les affiches, l'article de «France-Nouvelle» se conclut en disant «hommage à tous les anonymes, exploités et contraints dans leurs inventions par la loi du profit, à ceux qui font les affiches». Il est vrai que le capitalisme moderne a développé un large secteur publicitaire, et que les gens qui travaillent dans ce secteur intéressent particulièrement le PCF.

LES BONS FILMS HOLLYWOODIENS

Les artistes de la télévision (CGT) sont en grève depuis plusieurs mois, ce qui entraîne le passage de nombreux films à la télé, sur les trois chaînes. Beaucoup de travailleurs sont excédés par cette «abondance», mais pas le chroniqueur télé attiré de «L'Humanité» Dominique Duval. Selon lui, la télé s'est nettement améliorée, et «c'est être complètement aveugle que de continuer à dénoncer les navets en série». La preuve ? «J'avoue à prendre plaisir à voir grimacer De Funès, et en une semaine nous avons eu droit à 17 joli De Broca, un gentil Berri, etc...» Qu'importe l'idéologie qui passe à travers ces films, pourvu qu'ils soient «bons». Et Duval de se rappeler avec délice la série «l'âge d'or hollywoodien»...

POLITIQUE

VOYAGE EN AQUITAINE

BARRE MULTIPLIE LES PROVOCATIONS

Décidément, l'agressivité est de mise chez les politiciens de droite. Le discours de Chirac lundi soir à Saint Nazaire était agressif, et Barre n'a pas voulu être en reste. Comme il l'a dit lui-même à Bordeaux en réponse aux questions des journalistes : «*Je n'ai pas le sentiment d'avoir manqué de fermeté jusqu'ici*». Et il est vrai que

Barre multiplie les provocations contre les travailleurs. Par sa politique d'abord, et sa volonté de déporter la main-d'œuvre pour soi-disant résoudre le problème du chômage en est la preuve. Par son comportement ensuite, face aux travailleurs manifestant contre son plan.

Déjà lundi, à Tarbes, il avait évoqué les «*vociférations*» des travailleurs. Hier matin, ils étaient plus de 3 000 à Mont de Marsan, et des milliers à Bordeaux dans l'après-midi. Aux cheminots venus «*l'accueillir*» à la gare de Bordeaux, Barre a répété son mépris : «*Vous avez de bien curieuses manières, dites à vos amis qu'ils peuvent toujours crier, la politique du gouvernement ne changera en rien*».

Ces insultes répétées aux travailleurs, appellent une riposte. Il est significatif déjà que chaque déplacement du premier ministre soit marqué par des manifestations qui prennent de l'ampleur, et l'immense mobilisation du 7 octobre n'a pas été oubliée. Barre est bien sûr de lui en provoquant ainsi les travailleurs, même s'il sait qu'en cette période électorale, il peut compter sur les tentatives de démobilitation des directions syndicales et des «*partis de gauche*». L'étrange ballet de Bordeaux est significatif à cet égard. Un dirigeant départemental de la CGT avait exprimé l'intention d'être reçu par Barre, soi-disant «*parce qu'il faut tenir compte de sa popularité*». La rencontre a bien été programmée, mais

la manifestation des travailleurs bordelais, jointe aux provocations de Barre a réglé la question. Les dirigeants syndicaux sont rentrés dans le bureau du premier ministre, pour en ressortir presque aussitôt ! En fait d'accueil chaleureux, Barre n'a reçu que celui de Chaban. Celui, qui est en

réserve depuis son échec aux présidentielles de 74, et doublement en réserve même, puisqu'il n'adhère pas aux initiatives de son parti. Le RPR, a voulu, par cet accueil, montrer son adhésion à la politique gouvernementale, et pourquoi pas, se porter candidat à une éventuelle place de ministre.

Après tout, lui aussi avait engagé une politique de réforme alors qu'il était premier ministre, aidé en cela par son conseiller Delors, aujourd'hui au PS...

A côté des divisions profondes qui traversent les fractions de la droite, et à cause de cela, Barre joue de plus en plus à l'homme fort, capable aux yeux de la bourgeoisie de s'opposer efficacement aux travailleurs. Chirac veut aussi jouer ce rôle, et Giscard se met au discours musclé. Ce n'est que l'illustration de la fuite en avant de la droite, incapable d'avancer d'autres projets que celui de l'insulte et de la répression vis-à-vis des masses.



Il n'est pire sourd que celui qui fait semblant de tendre l'oreille.

LUTTES OUVRIÈRES

DURAND (Fourchambaud) NON AUX RECLASSEMENTS !

Durand est une entreprise spécialisée dans les fabrications des engrenages. Comptant 450 travailleurs, elle est une filiale de Creusot Loire.

La direction, lors du dernier comité d'établissement, a fait savoir qu'elle envisagerait de licencier 65 travailleurs.

10 d'entre eux seraient mis en retraite anticipée, 14 en pré-retraite, une quarantaine seraient reclassés dans le cadre du groupe.

En clair, Creusot Loire propose aux travailleurs de quitter leur région et d'aller s'implanter ailleurs, là où il

voudra bien les embaucher.

Quant à ceux qui seraient mis en retraite anticipée, les travailleurs qui auront plus de 60 ans, ne toucheront que 70 % de leur salaire quant à ceux ayant moins de 60 ans, c'est 90 % de leur paye, qu'ils toucheront, la première année du moins.

Les travailleurs, à juste titre, refusent ce choix. C'est pas un seul licenciement qu'il faut !

Les travailleurs ont montré l'intérêt qu'ils portaient à ces difficultés. Des actions de riposte sont d'ores et déjà prévues cette semaine : débrayages et manifestations.

En bref...

Depuis quelque temps, les débrayages dans les centres de tri se multiplient. Après notamment ceux de la Gare de Lyon, c'est maintenant au tour des postiers du centre de Montparnasse de partir en lutte à 95 %, avant hier, ils ont arrêté le travail pour exiger de meilleures conditions de travail, l'augmentation des effectifs, l'arrêt des brimades de la part des chefs de service de la direction des PTT.

Les travailleurs de l'entreprise Castel et Fromaget (métallurgie) dans la ville de Fleurance (Gers) en sont de plus en plus certains : de graves menaces pèsent sur leur emploi.

Des menaces et non pas des certitudes chiffrées en ce qui concerne d'éventuels licenciements. Mais il est vrai que la meilleure défense c'est l'attaque. Aussi, les travailleurs ont décidé d'engager l'action sans attendre. Pendant 24 heures, ils ont fait grève hier, à l'appel des organisations syndicales, CGT et CFDT.

CHIRAC EN BRETAGNE A SON TOUR

A part quelque diner-débat à Paris, on n'avait plus entendu Chirac depuis le discours de Giscard à Ploërmel. Certes, ce discours «*ne le concernait pas*», mais on peut imaginer qu'il y a eu pas mal de discussions sur la tactique à suivre entre Chirac et ses «*conseillers*» depuis une semaine.

La campagne électorale parisienne étant suspendue jusqu'aux obsèques de Laffay, le président du RPR est allé poursuivre sa campagne à Saint Nazaire. Lundi soir il s'est adressé à ses militants, et la dureté de ses propos n'a en fait traduit qu'une grande gêne. De cette intervention, présentée comme ayant un caractère nettement politique, aucune précision sur les perspectives de Chirac n'est ressortie : seule nouveauté, une allusion plus précise que d'habitude à Giscard, qui, «*au sommet de l'Etat*» laisse la situation se dégrader par son laxisme.

La justification de sa candidature à Paris, pour barrer la route au collectivisme, était déjà connue, de même que sa conviction qu'il remportera la victoire. Il ne pouvait décemment pas dire autre chose aux militants RPR venus l'écouter. Mais Chirac s'est senti obligé de revenir sur son attitude

en ce qui concerne le plan Barre. C'est l'angle d'attaque favori de ses rivaux de la «*majorité*», et le fait que Chirac ait dû y revenir prouve que cet argument porte auprès de la droite. Chirac s'en tire par une pirouette : «*Qu'advierait-il du plan Barre si dans un an la coalition du programme commun l'emportait ? Rien. Nous n'aurions les uns et les autres que labouré la mer*».

Selon Chirac, la meilleure défense que la droite peut faire du plan Barre, c'est bien de retrouver son dynamisme politique, et de remporter les élections. Chirac a donc mis un bémol à ses affirmations précédentes, comme quoi d'une part le plan Barre, c'était plus ou moins lui qui l'avait fait, et d'autre part qu'il n'était qu'une mesure parmi d'autres.

La situation délicate créée à Paris après la mort de Laffay, le discours de Ploërmel de Giscard, la polémique de fond au sein de l'union de la gauche à propos des nationalisations, tous ces éléments ne peuvent que pousser Chirac à aller encore plus loin dans son langage de «*fermeté*», au relens fascisants. Plus que jamais à St Nazaire, il a misé l'ordre, à la grande satisfaction des bourgeois venus l'applaudir.

N. Duvallois

PARIS : LA GAUCHE D'ACCORD... JUSQU'AU 21 MARS

Après plusieurs mois de négociations, l'accord s'est fait à gauche pour l'élection de Paris. Finalement, les 109 candidats de la gauche se répartiront ainsi : 44 PCF, 43 PS, 10 radicaux (dont un apparenté), et 12 personnalités. De part et d'autre, à un mois des échéances, on a fait des concessions : le PS a abandonné sa préten-

tion de donner la tête de liste à Sarre et Estier, et en échange le PCF diminue quelque peu le nombre de ses candidats. Pourtant, il semble bien que ce soit les radicaux, coincés entre leurs deux grands partenaires, qui fassent les frais de l'affaire : de seize candidats prévus, ils passent à dix. Seule la publication des listes et les secteurs où elles se présentent pourra donner une idée des concessions de chacun.

Cette composition des listes doit être communiquée dans quelques jours. D'ores et déjà, le PCF ne semble pas perdre grand chose dans l'affaire : s'il abandonne la tête de liste dans deux secteurs où il est représenté aujourd'hui, il obtient les têtes de liste dans sept des secteurs les plus favorables pour la gauche. Les négociations ne sont pas terminées pour autant : ce n'est qu'après les élections que la gauche désignera son candidat à la mairie. Sarre reste sur la ligne de départ, ainsi que Fizbin, et un troisième pointe son nez : le radical Luçaire. Encore de longues réunions en perspective !

OBSÈQUES

• C'est aujourd'hui qu'auront lieu les obsèques de Bernard Laffay. La campagne électorale parisienne se poursuivra à cette occasion. Chirac sera bien sûr présent à Notre Dame, tout comme son rival d'Ornano. Le premier ministre Barre a également fait annoncer sa présence. Pour respecter la neutralité en ce jour, l'éloge funèbre sera prononcé par trois personnes : le préfet de Paris, le vice-président du conseil de Paris (RPR) et Edgar Faure, l'homme de la conciliation.

LUTTES OUVRIÈRES

Renault-Douvain

500 O.S. EN GREVE
DEPUIS UN MOIS

C'est la quatrième semaine de grève déjà pour les 500 OS (pour la plupart) de l'usine Renault, à Douvrain, dans le Nord, la quatrième semaine d'une grève qui a débuté le 28 janvier, pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail ; (les cadences sur les chaînes de fabrication du moteur X équipant notamment la Renault 14 n'ayant fait qu'augmenter ces derniers mois).

Déjà presque un mois de grève. Le mot «délà» n'est pas de trop, il faut le souligner, car, à lire les journaux, on s'aperçoit que cette lutte est relatée la plupart du temps dans un bas de page, quand encore elle l'est. C'est le cas de «L'Humanité» en particulier. A l'évidence, à l'approche des échéances municipales, les éléments PCF dans la confédération CGT ne tiennent pas à ce que cette grève soit trop connue et ne reçoive le soutien des autres travailleurs de Renault. Pour preuve, rien n'a été fait par la direction CGT de Renault-Billancourt pour mobiliser les travailleurs de cette usine, afin d'empêcher la direction de mettre en place des installations dans cette usine ayant pour but de continuer coûte que coûte la fabrication des moteurs X arrêtée à l'usine de Douvrain.

Face à cet isolement, les O.S. de Douvrain ont décidé d'agir. Lundi, à 200, avec une soixantaine de véhicules, ils ont occupé simultanément l'autoroute Paris-

Lille, puis celle de Lille-Dunkerque de sept heures du matin à onze heures. Cette action, si elle ne saurait suffire, à elle seule, à faire connaître la grève, est très positive néanmoins. Elle permet de briser un silence entretenu depuis presque un mois. D'autant plus qu'au cours de cette même journée de lundi, les travailleurs de Renault, n'ont pas voulu en rester là : l'après-midi, ils ont à nouveau pris une

initiative qui a consisté cette fois à occuper le «club House» de Renault, club raffiné de loisirs réservé aux cadres de l'entreprise, situé à quelques kilomètres.

Cette série d'initiatives déjà importantes en elles-mêmes laissent augurer que les travailleurs sont bien décidés (et ceci rapidement) à continuer sur cette voie, à passer à un cran supérieur. Toujours dans la journée de lundi, les organisations syndicales CGT et CFDT apprennent que sur son ordre, un commando CFT était en route pour Douvrain, en vue d'accomplir sa sale besogne. La mobilisation des travailleurs, les sérieux avertissements donnés au préfet de police, la ferme volonté exprimée d'une riposte en cas d'atta-

que, ont fait renoncer la direction à ses projets, temporairement sans doute.

Il est à prévoir que la direction de la régie envisage de rééditer ce genre de mauvais coup. Cela ne saurait arrêter les travailleurs. Et puis, le meilleur moyen de prévenir les attaques patronales n'est-il pas d'étendre la lutte, de la sortir de son isolement, comme les travailleurs viennent de le montrer ?

Soutenons activement les 500 O.S. de Renault-Douvain ! Quatre semaines avant que ne commencent les élections municipales ceux de Renault doivent pouvoir montrer qu'il est possible d'arracher des revendications.

R. FEUILLET



Le Mans, Cléon. Douvrain aujourd'hui ! à nouveau les OS de Renault partent à l'action !

En bref...

Les fédérations syndicales CGT, CFDT, FO et CFTC des banques appellent les employés de ce secteur à arrêter le travail pour 24 h pour la journée du 25 février. Les revendications sont l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail.

Grève des cheminots de Marseille aujourd'hui, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la CFTC. Le motif de cette grève : l'échec des dernières négociations, la direction ayant refusé d'augmenter les salaires.

Les fédérations métallurgistes CGT et CFDT appellent les sidérurgistes à une journée nationale d'action le 23 février. Le seul objectif fixé à cette journée, (qui est une fois de plus la seule perspective d'action offerte) est la nationalisation de la sidérurgie.

Textiles J.B. Martin (Loire)

La direction ferme 8 usines
LES TRAVAILLEURS
MANIFESTENT A LYON ET
A ST ETIENNE

C'est en fin de semaine dernière que le tribunal de commerce de Lyon a prononcé la liquidation des biens de la société J.B. Martin (spécialisée dans le velours, les peluches, et les soieries).

Pour le tribunal, les nombreuses usines que compte ce trust dans la région doivent fermer vu que leur situation «est particulièrement précaire» et que depuis 1972 «le montant des pertes cumulées d'exploitation» s'élève à 35 millions de francs avec un accroissement de l'endettement bancaire qui s'élèverait à 32,3 millions de francs. Cette avalanche de chiffres arrive mal à cacher que le groupe textile J.B. Martin est en train d'effectuer un redéploiement de taille de son empire ! Car ce trust

d'usines dans la région (Colombier Saugnieu, Villeurbanne, Tarare, Tignieu Janeyzieu, St Chamond, Ruoms Sous Roche, Paris et Voiron), mettant au chômage 848 travailleurs et travailleuses, développe ses activités à l'étranger, où il pense économiser sur les salaires : ainsi au Canada, aux USA, au Mexique, en Angleterre, au Brésil. Alors, on a une idée de ce que peut signifier «la continuation de l'exploitation s'avère impossible, par manque de trésorerie», comme l'a signifié le tribunal.

En fait, cette restructuration se préparait depuis longtemps dans les couloirs, on s'en doute.

Mais les travailleurs n'en ont rien à faire. Ils veulent conserver leur emploi ! Ils

ne sauraient subir les conséquences de ce redéploiement ! La direction des établissements Martin s'imagine-t-elle que les ouvrières vont se contenter d'avoir du travail le temps «que les stocks soient liquidés ?». En clair, la direction prévoit ni plus ni moins que d'accélérer les cadences pendant quelques semaines... pour finalement remercier tout le monde, en mettant les travailleurs au chômage. Les travailleurs ne l'entendent pas ainsi. Ils viennent et ceci, arrivant de la plupart des usines touchées, de converger à Lyon, où ils ont puissamment manifesté dans les rues de la ville, jusqu'au tribunal de commerce, montrant leur refus du chômage. Ils se sont aussi tendus à St Etienne, où ils ont également manifesté.

Napou (Paris)

Victoire sur
toute la ligne

Il y a quelques jours, les douze travailleurs, pour la plupart immigrés, de l'atelier de confection Napou (fabrique de Jeans) à Paris, dans le 10^e arrondissement, rentraient en lutte pour exiger la réduction de leur horaire de travail (les horaires étaient au minimum de 18 heures de travail). Le respect de l'hygiène, l'augmentation de leur salaire (payés 1 000 F par mois).

Le négrier qui les employait avait suite à cette grève fermé l'atelier, pensant ainsi mettre les travailleurs au pied du mur. La détermination de ceux-ci à non seulement obligé le patron à rouvrir l'usine, mais à satisfaire leurs exigences. Désormais, les travailleurs se verront appliqué la convention collective de l'habillement leur salaire horaire sera augmenté de 1 F, enfin la totalité des jours de grève seront payés.

Déterminés, les travailleurs l'ont montré : même dans une petite entreprise, il est possible d'imposer des reculs !!!

Siccna (St Malo)

Encore un rachat
qui ne saurait
satisfaire
les travailleurs

Le chantier naval de la SICCNA n'en finit pas d'être racheté. Cette fois, il semblerait que cette entreprise occupée par les travailleurs depuis vingt et un mois, démarrerait bel et bien. Mais dans quelle condition ?

C'est fin février que les choses devraient être définitivement réglées.

J.P. Charbonnier, PDG des ACM (Ateliers et Chantiers de la Manche), employant 350 travailleurs à Dieppe, et spécialisée dans la construction de navires et la construction de matériels de mines, reprendrait la SICCNA.

Lors d'une conférence de presse, ce monsieur a précisé en outre comment il voyait le redémarrage, qui devrait prendre effet le 7 mars. Il propose d'embaucher 150 travailleurs dans un délai de six mois puis 100 autres dans un délai de trois ans. Outre que ce délai est pour le moins long (il n'est pas précisé ce que feront les travailleurs non embauchés pendant ce temps là), rien n'est dit sur la manière dont seront «créés» les cent derniers emplois. De plus, et ce n'est pas le moins important, les travailleurs de la SICCNA étaient à la date de la mise en liquidation, au nombre de 450. 200 travailleurs resteront au chômage. Il semble en fait, que dans le cadre de la restructuration de ce secteur, la bourgeoisie est intéressée par le redémarrage de la SICCNA (trois millions de francs viennent d'être accordés par les pouvoirs publics) mais dans la mesure où le travail bien entendu rationalisé et les effectifs quelque peu «dégraissés».

Un autre fait est à souligner : la période choisie pour redémarrer les activités de la SICCNA : les échéances électorales. C'est ce que souligne ironiquement la section CGT qui «regrette que les élections n'aient pas lieu tous les trimestres» mais ajoute-t-elle, «ce qui permettrait de régler bien des problèmes et d'éviter des disparitions d'entreprises». C'est tout de même aller un peu vite en besogne que de dire que le problème de la SICCNA est «réglé». Pour le patronat de la construction navale, certes mais sûrement pas pour les travailleurs ! Et s'il est juste d'exiger rapidement un calendrier écrit, signé, de réembauchage, c'est celui de tous qu'il faut exiger. Ce n'est pas dans les projets de la bourgeoisie, qui en outre a décidé de faire de cette région, une région de tourisme. C'est aux travailleurs à lui faire changer de projet !

Et pour cela, commencer par refuser de quitter le Magellan ce thonier qu'ils occupent depuis le 13 juin 75. Affaire à suivre.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

IMPÔTS : LA PRESSION SUR LES TRAVAILLEURS S'ACCENTUE

C'était ce matin à zéro heure dernier délai, que devait être versé le premier acompte provisionnel sur les impôts de 1977. Cet acompte est égal au tiers du montant total de l'impôt versé en 1976.

En raison de l'extension du chômage et de la baisse généralisée de leur pouvoir d'achat, de nombreux travailleurs et familles de travailleurs sont dans l'impossibilité de payer cet acompte dans les délais fixés. On peut dans certains cas, demander au percepteur une remise totale ou partielle de la somme due et des délais de paiement, sans se faire trop d'illusions toutefois.

On peut demander une remise totale ou une diminution de l'impôt à payer dans les cas suivants :

- frais d'obsèques ou de grave maladie
- accueil au foyer de parents sans ressources
- service militaire

départ à la retraite, etc.

Il faut y ajouter évidemment les conséquences de la crise tels que le chômage et les licenciements.

En cas de majorations ou de frais de poursuites pour paiement tardif, on peut aussi demander au percepteur la remise de cette pénalité.

Dans le cas où l'on ne demande pas la diminution de son impôt, mais où l'on désire simplement fractionner et échelonner ses paiements, on peut faire aussi une demande de délais. En ce qui concerne les chômeurs totaux ou partiels, une note officielle recommande d'accueillir leurs demandes avec «bienveillance». Ils doivent joindre à leur demande une attestation de chômage. De manière générale, on a intérêt à joindre à ses demandes le maximum de documents justificatifs (photocopies).

Un ancien gestapiste de retour en France libéré par la Cour de Sécurité de l'État

Jean Gabrel a été pendant la guerre, à Dijon, un agent français de la Gestapo, responsable de la dénonciation de nombreux résistants. Arrêté à la Libération, il avait été condamné à 20 ans de travaux forcés en 1946, pour être libéré à peine cinq ans plus tard en 1951. Il quitte alors la France pour le Liban, où il se sentira plus en sécurité. Il faut dire qu'entre temps, une nouvelle instruction a été ouverte : il est accusé d'avoir dénoncé le lieutenant Bouchez, officier appartenant à la «France combattante», qui sera exécuté le 5 octobre 42.

Condamné à mort par contumace en 1960, Gabrel a toujours refusé jusqu'ici de rentrer en France pour répondre de ses crimes. S'il a osé le faire maintenant (soi-disant à cause de l'insécurité au Liban) grande devait être sa confiance dans l'indulgence de ses juges.

Celle-ci s'est trouvée parfaitement justifiée : la Cour de Sécurité de l'État laquelle il comparait sa mise en liberté ce soir. Sans doute a-t-elle estimé, comme lui, qu'il avait assez payé. Cette juridiction d'exception est plus à l'aise pour condamner les révolutionnaires et les militants syndicalistes.

Flamanville : mobilisation contre la centrale nucléaire et contre la répression

Mardi 8 février, une entreprise venait pour commencer les travaux de la centrale nucléaire de Flamanville. Plus de 100 paysans, dont certains avec leurs tracteurs, se mobilisèrent aussitôt (à l'appel du CRILAN, des «amis de la terre», et de la CFDT) et retirèrent les poteaux que les ouvriers venaient de mettre.

Mercredi 9 février, trois paysans étaient inculpés. Avec le soutien d'organisations agricoles, CDJA et paysans-travailleurs, une manifestation rassemblait plus de 3 000 travailleurs, le dimanche 13 février.

Lundi 14 février, avec des ordres du sous-préfet, l'entreprise de terrassement revenait. Grâce à la mobilisation de plus de 400 personnes venues de la Manche et du Calvados, les travaux n'ont pas pu une nouvelle fois, encore commencer. Sur place, la mobilisation continue, avec l'occupation du site.

Correspondant Manche.

ALÉRIA

LA CAVE DEPEILLE OCCUPÉE PAR LES JEUNES AGRICULTEURS

Les propriétés de trois gros cumulards, 800 hectares de terre au total sont occupées par les jeunes agriculteurs de la région d'Aléria. Toute l'attention est polarisée en Corse autour de ce fait. De Moriani, à Ghisonaccia, les agriculteurs sont venus occuper massivement et par surprise la cave même d'Aléria qui fut le théâtre d'événements aux termes desquels Edmond Siméoni fut emprisonné. Six propriétés sont occupées depuis lundi matin, chacune environ par une trentaine d'agriculteurs.

Cette action a surpris tout le monde en Corse. Les cumulards d'abord, les Depeille, Junca, Siegel, les autorités ensuite, et même un peu les syndicats agricoles (CDJA et FNSEA) qui n'avaient pas prévu d'action avant le 3 mars prochain.

Les occupants s'opposent à ce que les terres soient mises en adjudication, c'est-à-dire reviennent en fait à des hommes de paille de sociétés capitalistes. A la suite d'escroqueries financières la société vinicole montée par les riches agriculteurs pied-noir avait été mise en faillite sur décision du tribunal correctionnel, section financière, lors d'un procès qui avait eu lieu l'an dernier en même temps que celui d'Edmond Siméoni. Ce sont ces terres, indispensables aux jeunes agriculteurs (qui ne disposent en général que d'une trentaine d'hectares)

qui à cause de la procédure d'adjudication, risquent de leur passer sous le nez. Depuis lundi après-midi, les occupants, sans armes, ont commencé à travailler des terres sur lesquelles les gros produisaient une «bibine» de 8-9 degrés. Les pieds de vigne, plantés trop serrés, avaient été choisis pour leur production rapide. Peu importe qu'ils «essoufflent» en 15 ans, les profits sont faits et les capitaux repartent ailleurs. Parmi les occupants de la cave de Depeille, se trouve un membre connu de la FDSEA, Simon Fazzi. Les organisations autonomistes, les FDSEA nord et sud, le CNJA ont toutes apporté leur soutien à l'action.

Le pouvoir n'a pas encore réagi devant cette nouvelle action. La période semble bien choisie pour l'action. En effet la concurrence élec-



La ferme occupée d'Henri Depeille en 75.

torale est si vive que le recours à une solution brutale semble délicat.

D'autant que les aspirations populaires sont vivaces en Corse, comme en témoignent d'une certaine manière, les foules qui se pressent aux meetings du Docteur Siméoni : 5000 personnes

ont encore venues l'écouter à Ajaccio...

L'action se déroule actuellement en Corse doit pour toutes ces raisons être suivie avec attention. Elle est la preuve de l'échec de la politique de «détente» du pouvoir et de la mobilisation persistante du peuple corse.

P. PUJOL

LE BARRAGE DE NAUSSAC DEVANT LE CONSEIL D'ÉTAT

Les associations de défense contre le projet de constitution du barrage de Naussac, en Lozère, intenaient un recours le 17 mars 1976. C'est aujourd'hui que le Conseil d'État devrait se prononcer.

L'objectif officiel visé par ce barrage est d'une part la régularisation du cours de la Loire, d'autre part de permettre le refroidissement des centrales nucléaires du Val de Loire.

Les conséquences de ce

barrage pour la population de la région seraient désastreuses, ce qui explique les luttes qui se mènent depuis de nombreux mois sur cette question.

La vallée de Naussac est une des vallées les plus fertiles de ce département condamné par la bourgeoisie. La réalisation du barrage signifierait la disparition sous les eaux d'un millier d'hectares, l'expropriation de plus de 1 300 hectares dont 200 de terres labourables, et 650

de prairies. Ces expropriations signifieraient l'exode pour les paysans expropriés c'est-à-dire l'extension d'un phénomène déjà bien connu des paysans du département. De plus, la construction du barrage mettrait en danger la sécurité de la ville de Langogne, voisine de Naussac... Une fois de plus, les projets de la bourgeoisie ne se préoccupent que de la rentabilité capitaliste, au détriment de la vie même des travailleurs.

SEVESO

Le mal s'étend

7 mois après l'explosion de l'usine ICMESA, une femme vient de mourir à Seveso, des suites d'une tumeur du foie. Les autorités se sont empressées d'affirmer que cette mort n'avait rien à voir avec la dioxine ; pourtant un grossissement anormal du foie avait déjà été observé sur les animaux morts dans la région des suites de la pollution. Le professeur Nguyen Dang Tam sur la base des observations faites au Vietnam a pu établir que la dioxine attaque violemment de nombreux organes dont le foie, où elle provoque une inflammation proche de la cirrho-

se. D'autre part, 39 nouveaux cas de lésions cutanées se sont déclarées à l'école de Molinello à 5 km de l'usine ICMESA. Les victimes encore une fois sont des enfants. A Desio, à 4 km au sud de Seveso, tous les établissements scolaires vont être fermés dans les prochains jours.

La zone totalement évacuée va être étendue et l'armée a de nouveau été appelée en renfort pour isoler cette zone. Enfin, les rats sont apparus en grande quantité : ils se nourrissent des cadavres d'animaux contaminés incomplètement détruits.

Dans le même temps, une campagne de propagande a été lancée tendant à faire retomber la responsabilité de l'extension de la contamination sur les habitants qui seraient retournés en zone interdite pour y chercher des effets personnels ou même des légumes.

C'est vouloir faire oublier un peu vite les vrais et seuls responsables : le trust Hoffmann - Laroche et son mépris criminel de la sécurité des habitants de Seveso, et les autorités italiennes qui lui ont permis de s'installer dans ces conditions.

Une nouvelle explosion dans la chimie

Lundi matin, après que la première équipe des 3x8 ait pris le travail, une violente explosion s'est produite dans l'atelier de fabrication d'acide perchlorique de l'usine de Rhône-Poulenc Polymères de Saint-Fons (Rhône). Heureusement, les travailleurs ont pu quitter les lieux juste avant que l'explosion se produise, si bien que l'explosion n'a pas fait de victime. Un incendie a ensuite ravagé l'atelier qui est maintenant partiellement détruit. Hier après-midi, devait avoir lieu une réunion du CHS (Comité Hygiène et Sécurité) extraordinaire. Les travailleurs ont l'intention de poser un certain nombre de questions à leur direction, et en particulier sur ce qui s'était passé à Cheddès (Haute-Savoie) : une explosion dans un atelier de fabrication d'acide perchlorique avait totalement détruit l'atelier il y a quelques années, qui n'a jamais été reconstruit depuis.

L'acide perchlorique est un produit qui devient dangereux à partir d'une certaine concentration, et qui n'est pas parfaitement maîtrisé. Les travailleurs vont demander des comptes à la direction, et exiger que toute la lumière soit faite sur ce nouvel accident.

INTERNATIONAL

Cyrus Vance arrive en Israël

LES CAMPS DE CHATILLA ET DE SABRA EN CERCLÉS PAR L'ARMÉE SYRIENNE

Cyrus Vance, le ministre des affaires étrangères américain est arrivé en Israël mardi. Les Israéliens veulent discuter des armes que doivent leur livrer les USA. Carter s'est opposé à la vente de bombes à dépression à Israël qui en désire.

Les élections qui vont se dérouler dans quelques semaines dépendent en partie de l'issue du voyage de Cyrus Vance.

Elles dépendent également de l'état de pourriture de la société israélienne dont le procès ouvert lundi à Tel Aviv est une manifestation. Il a détourné les fonds de la Histadrout, pour financer, dit-il les campagnes du parti travailliste. Pour sa défense, il a déclaré, qu'il avait «commis une erreur et qu'il le regrette jour et nuit».

Hier matin, les chars syriens encerclaient les camps de Chatilla et de Sabra, deux camps palestiniens de la banlieue ouest de Beyrouth. Cela fait suite aux déclarations des ambassadeurs saoudiens et égyptiens annonçant des perquisitions dans les camps palestiniens, en application d'un accord entre les pays arabes, encore non publié qui a été présenté à l'OLP et qui prévoit la limitation du nombre des Palestiniens au Liban aux seuls inscrits sur les listes de l'ONU, c'est-à-dire avant le massacre d'Amman qui a obligé de nombreux réfugiés à fuir la Jordanie. Ils exigent également que les listes de combattants palestiniens au Liban soient tenues à jour et remise à la force de dissuasion arabe composée de troupes d'occupation syriennes.

AU SUD LIBAN : VIOLENTS COMBATS

Le retrait des forces syriennes de Nabatieh se confirme des sources les plus diverses. Ce retrait aurait été le fruit d'une négociation israélo-syrienne par l'intermédiaire des USA. Ce retrait a été accompagné d'une violente attaque lancée samedi après-midi avec des armes lourdes par les fascistes libanais qui bénéficient de l'entier soutien de l'armée israélienne massée à la frontière. Le commandement de la force arabe de dissuasion a publié un communiqué affirmant que «ses mouvements sur l'ensemble du territoire libanais sont dictés par des considérations de sécurité... toute autre explication donnée à ces mouvements ou à son action est erronée et ne repose sur aucun fondement».

NOUS CONTINUERONS LA LUTTE POLITIQUE ET MILITAIRE

Abou Mazen membre du Comité Central palestinien a déclaré en arrivant en Jordanie avec une délégation palestinienne chargée d'engager des entretiens avec les autorités jordaniennes : «Il est permis de penser que la conférence de Genève sur le Proche-Orient sera un échec et nous poursuivrons notre lutte militaire et politique jusqu'à ce que nos objectifs soient réalisés...»

La nation arabe doit comprendre qu'aux yeux des États-Unis, Israël passe d'abord. Cette nation devrait donc se mobiliser pour la bataille non seulement ses armes mais tout son potentiel, y compris économie, pétrole et fonds investis à l'étranger.

Après avoir rencontré le secrétaire général de l'ONU au Caire, le nouveau représentant de l'OLP à l'ONU, Bassel Aki a déclaré que l'OLP participerait à un processus de paix dans la mesure où les droits fondamentaux du peuple palestinien étaient respectés «tels qu'ils sont stipulés dans les résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU, notamment l'auto-détermination, le retour et l'indépendance sur le sol national».

FIN DE LA VISITE DE GISCARD AU MALI
RÉAFFIRMATION DE LA POLITIQUE NÉOCOLONIALE

Giscard rencontre Moussa Traoré «Je veux bannir tout néo-colonialisme en m'assurant le monopole sur les ressources du Mali».

En somme les phrases de Giscard sur mettre fin au néo-colonialisme reviennent à reconnaître qu'il a dû céder devant les peuples, mais qu'il ne renonce pas pour autant à tenter de poursuivre l'exploitation à tout prix en utilisant les anciens liens coloniaux.

«Nous avons beaucoup développé notre concertation sur un caractère paritaire... c'est ainsi que nous

avons pu tenir deux conférences l'une à Bangui, l'autre à Paris, la troisième dans quelques mois à Dakar». Ces conférences franco-africaines sont le moyen que veut utiliser Giscard pour garder une place propre dans le pillage de l'Afrique, et le faisant accepter comme moins insupportable.

Mais cette politique néocoloniale en Afrique nécessite pour Giscard, de biaiser sur l'Afrique Australe. Jamais Giscard n'avait condamné aussi violemment l'apartheid, en disant qu'il déshonorait la personne humaine. Il a annoncé un embargo qui est très limité dans ses effets puisqu'il touche des armes que l'Afrique du Sud produit elle-même. Ces positions démagogiques ne sont prises par Giscard que parce qu'il ne peut faire autrement : l'attitude à l'égard de l'Afrique du Sud est une pierre de touche décisive pour la place à l'égard des pays africains. Pour autant il ne renonce pas à équiper la marine raciste et à lui fournir les centrales nucléaires.

Les sentiments de Giscard ne sont guère différents de ceux exprimés ouvertement par la diplomatie américaine qui reconnaît également qu'il est impossible de soutenir les régimes racistes jusqu'au bout sans avoir à s'affronter au Tiers-Monde dans son ensemble.

Aussi, tout en maintenant des moyens d'intervention propre de l'impérialisme français, la politique de Giscard se combine à la politique américaine. Le thème lancé par Kissinger «l'Afrique aux africains» alors qu'il poussait l'Afrique du Sud à intervenir en Angola est repris par Giscard. Les puissances installées en Afrique veulent empêcher la super puissance soviétique d'y pénétrer à son tour. Le voyage de Giscard s'inscrit dans cette brutale rivalité née à partir de la guerre d'Angola pour le partage de l'Afrique, tandis que les peuples et les pays africains luttent pour leur indépendance.

TCHAD : PREMIERE POSITION DU GOUVERNEMENT SUR L'AFFAIRE CLAUSTRÉ

«Le gouvernement tchadien n'a jamais été associé à un quelconque plan de libération des époux Claustre» a déclaré le général Malloum, chef de l'État lundi. «Une constante de notre politique est celle de la défense de notre souveraineté chèrement acquise et que certains s'acharnent à mettre en cause, pour des raisons inavouées, ou à l'occasion de tractations qui ont abouti à la libération des époux Claustre».

ELECTIONS AU DANEMARK

Mardi se sont déroulées les élections au Danemark. Elections anticipées provoquées par le refus du plan d'austérité, le blocage des salaires à 6% pour une hausse de prix de 14%, le refus des conventions collectives sur ces bases.

En décembre les ouvriers du pétrole ont conduit la plus puissante grève depuis de nombreuses années, les ouvriers du plus gros journal danois ont été lockoutés après avoir engagé la lutte contre les salaires bloqués.

La métallurgie et le bâtiment connaissent

également des grèves. Les dernières heures de la campagne ont montré que les partis bourgeois étaient très désarçonnés par cette crise qui révèle la faillite du consensus social dont les sociaux-démocrates étaient les gestionnaires. Il est d'ailleurs presque certain qu'ils remporteront ces élections, parce que personne ne tient vraiment à affronter les échéances du lendemain des élections : le 1^{er} mars les conventions collectives viennent à expiration, tandis que s'achève la période de trois mois de gel des prix et des salaires décidée en décembre.

ANGLETERRE : MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES TRÈS MALADE

Crosland, le ministre des affaires étrangères est hospitalisé et son état empire de jour en jour. Qui le remplacera pour la politique rhodésienne ? Qui le remplacera au ministère, de quelle tendance travailliste ? Deux problèmes qui viennent s'ajouter aux difficultés du gouvernement travailliste et soulèvera sans doute des remous sinon de la boue.

Par ailleurs le déficit en Angleterre progresse très régulièrement.

Il est de 545 millions de livres en janvier, un bond de 150% par rapport au déficit du mois de décembre. En janvier 1976, le déficit était de 197 millions de livres.

ESPAGNE : LES PARTIS ONT DEMANDÉ OFFICIELLEMENT LEUR LÉGALISATION

Dans un communiqué les partis de la coordination démocratique ont affirmé qu'ils n'admettraient pas de discrimination dans la reconnaissance de l'existence légale des partis politiques. Le PCE qui est avec le PSOE l'un des huit à avoir déjà déposé la demande de légalisation

PAYS BAS : LA GREVE S'ÉTEND

La grève s'est étendue hier dans les secteurs du bâtiment et de la métallurgie, de l'imprimerie après une semaine de grève au terme de laquelle les négociations ont échoué. Les syndicats exigeaient une augmentation de salaire de 2%, les patrons refusaient d'aller au delà de 1%.

Dans le port de Rotterdam, 1 000 travailleurs d'une entreprise de containers ont rejoint les dockers en grève. Cette puissante grève est exceptionnelle dans un pays où les sociaux-démocrates avaient imposé jusqu'à présent la collaboration de classe la plus «huilée».

PCP - PCI COMMUNIQUÉ COMMUN

Après la rencontre du parti communiste italien et de son confrère portugais, les deux partis ont publié un communiqué affirmant «la nécessité» de mener une lutte cohérente sur la base d'une ligne élaborée et déci-

dée de manière autonome par chaque parti» à partir de laquelle les deux partis développeront leur «amicale coopération... dans le respect du libre choix de voies diverses». Chacun chez soi, en somme.

qui doit être validée dans les dix jours bénéficie donc de la solidarité des forces de l'opposition. Une délégation de ces partis a présenté au gouvernement un projet de loi électorale pour les élections de mai ou juin prochain.

Par ailleurs la police a montré au public les armes, explosifs, etc... qu'elle dit avoir récupéré à la suite de l'arrestation de 40 personnes appartenant soi-disant prétendument au GRAPO. Si c'était bien là l'arsenal du GRAPO, il n'a été donné aucune explication sur la façon dont la police a pu éviter qu'il les utilise lors des arrestations.

BERLIN EST : NOUVELLE AMBASSADE US

L'Allemagne de l'Est a installé le corps diplomatique dans une nouvelle ambassade ultra-moderne dont la RDA a pris en charge elle-même la construction. Située non loin de l'ambassade soviétique, la nouvelle ambassade l'égale en importance. Il paraît difficile que les USA ne reconnaissent pas Berlin-Est comme la capitale de l'Allemagne de l'Est après avoir accepté d'y être représenté de façon aussi imposante estiment les correspondants US.

L'EMBARGO SUR LES ARMES

UNE MANŒUVRE HYPOCRITE

«Toutes les dispositions ont été prises non seulement pour interdire toute nouvelle commande de matériel terrestre et aérien à destination de l'Afrique du Sud, mais également pour s'assurer qu'aucune livraison de ces matériels ne puisse avoir lieu» a déclaré Giscard au cours de son voyage au Mali. C'est une hypocrisie sans fond. Depuis 1971, l'Afrique du Sud est en mesure de produire elle-même les Mirage. Elle est également en mesure de produire d'autres armes françaises en coopération avec Israël. Ensuite l'embargo ne s'applique pas à la marine, qui constitue un élément important de la position de l'Afrique du Sud comme «gardien» de la route du Cap.

Enfin le gouvernement français n'est jamais revenu sur la décision prise le 29 mai 1976 de livrer des centrales nucléaires à l'Afrique du Sud, a donné les moyens à ce régime raciste de devenir «une puissance nucléaire», selon les racistes sud-africains.

INTERNATIONAL

la chine socialiste en marche

LE CAPTAGE DES RIVIÈRES SOUTERRAINES

A plus de 30 mètres sous terre, une pompe montée sur une plate-forme de ciment, à la surface d'un bassin, envoie, par des tuyaux de toutes dimensions, l'eau souterraine vers des canaux en lacets, qui irrigueront la terre sur les pentes montagneuses. Tel est un des procédés d'utilisation des ressources hydrauliques souterraines, imaginé par les membres des communes de nationalité Yao, district autonome Touan, région autonome Tchouang du Kouangsi, en Chine du sud.

Pour exploiter les ressources d'eau souterraine, il faut d'abord percer les secrets des rivières cachées. On étudia les différents types de grottes, pour repérer celle qui menaient à des eaux souterraines courantes et celles qui se terminaient en cul-de-sac, avec de petites mares d'eau stagnante. Là où il n'y avait pas de grottes, il fallut trouver d'autres moyens pour localiser puis exploiter les rivières souterraines.

Des équipes spécialisées unirent leurs efforts à ceux des masses, pour mener à bien cette recherche minutieuse et délicate.



Des membres de commune du district autonome Yao de Touan, construisant un aqueduc à l'intérieur d'une grotte.

Sous la direction du comité du Parti pour le district Touan, on constitua des groupes de recherche de «triple union» : cadres, membres de communes, hydrogéologues ; on dressa un plan d'ensemble pour capter les ressources de tout le réseau hydrographique souterrain, à l'échelle du district, ce qui impliquait qu'on ne tienne pas compte des limites entre communes. Suivant ce plan, on put faire des observations valables à long terme sur la plupart des poches d'eau les plus importantes.

La population du district Touan a inventé toutes sortes de procédés, adaptés aux conditions locales pour élever les eaux souterraines. Dans les gouffres les plus profonds, aux parois verticales et aux larges plans d'eau, on a installé des pompes sur des sortes de bateaux de ciment. Ceux-ci permettant de pomper l'eau quels que soient ses changements de niveau.

Dans les gouffres aux parois inclinées et aux plans d'eau de surface réduite, où il est impossible d'utiliser ce dispositif, on a installé les pompes sur des structures métalliques spécialement conçues, qui se meuvent aisément le long de rails posés sur les pentes. Les pompes suivent ainsi les variations du niveau de l'eau. Cette méthode permet d'économiser le main d'œuvre et le temps, tout en assurant une plus grande sécurité.

Là où il n'y a pas de gouffres, les paysans prospectent l'eau de forage. S'ils détectent le lit d'une rivière souterraine, ils creusent un tunnel jusqu'à cette dernière.

Prenant un peu de cette eau pure dans ses mains en coupe, un grand-mère de 89 ans a déclaré : «Dans l'ancienne société, nous nous efforcions de trouver de l'eau, sans voir la fin de nos souffrances et de nos difficultés. A présent, nous avons toute l'eau que nous voulons même dans nos rizières. Ce progrès, nous le devons à la direction de notre bien-aimé Président Mao !»

Le verdict du procès de Casablanca

5 CONDAMNATIONS A PERPETUITE

2055 ANS DE PRISON

Dans la nuit de lundi à mardi, les avocats ont été convoqués par téléphone. Pendant neuf heures d'affilée, les accusés et les avocats sont restés dans le tribunal où leur était lu le texte des attendus du jugement. Ainsi, ce procès se termine comme il a toujours été mené, par une parodie sinistre, destinée à briser les accusés.

Pendant le procès, le président essayait de leur ôter la parole, les faisait chasser du tribunal, les médecins des prisons refusaient de les soigner pendant leur grève de la faim de protestation. Et pour finir, la Cour leur a fait subir une nuit sans sommeil sur les bancs du tribunal pour justifier un jugement que tout le monde

connaissait depuis le début du procès, dont la gravité était inscrite dans le réquisitoire du substitut.

VERDICT DANS UNE VAGUE DE RÉPRESSION

Ce jour-là, il y a maintenant 10 jours, les familles pleuraient en sortant du tribunal, car elles savaient que nombre de leurs frères, enfants, étaient déjà condamnés. Ils le savaient parce que le déroulement même du procès en fait un des plus infâmes de l'histoire de la monarchie, ils le savaient parce que la répression s'est aggravée pendant la période du procès dans tout le Maroc. Des jeunes de l'USFP — parti qui s'est

rangé derrière le roi dans l'agression contre le Sahara — ont été condamnés à deux ans de prison pour une diffusion de tracts portant sur la situation dans les lycées. Une vague d'arrestations est en cours dans les rangs des jeunes parce que là-bout la révolte que l'union sacrée autour du roi dans la conquête du Sahara n'a pu étouffer.

Y AURA-T-IL UN NOUVEAU PROCÈS ?

Fidèles à la tradition révolutionnaire du peuple marocain, les militants marxistes-léninistes d'Illal Ammam et du 23 mars, les militants des organisations de masse ont fait front contre le pouvoir royal, ils

ont lutté jusqu'au bout. Ils ont refusé pratiquement tous de se soumettre, de passer du côté du roi, ils ont maintenu jusqu'au bout leur attachement au droit à l'auto-détermination du peuple sahraoui. Ceux qui l'ont dit le plus haut sont ceux qui ont été le plus brutalement réprimés. Ils ont ainsi attaqué ouvertement ce qui constitue la base sur laquelle Hassan veut édifier sa prétendue «démocratie». Si elle a des ambitions industrielles, si elle se préoccupe plus que jamais des richesses matérielles du Maroc et du Sahara, la nouvelle forme du pouvoir royal repose toujours sur la brutale répression du peuple marocain ; le procès l'a montré avec éclat. Les accusations de «complot» reposaient sur quelques publications et des machines à ronéoter présentées comme pièces à conviction. Mais la gravité des peines le montrent : c'est la combativité du peuple marocain, dans le «nouveau Maroc» que le tribunal a voulu briser. Ceux qui n'ont pas plongé dans la collaboration avec le roi, n'ont pas plié devant lui, comme leurs aînés.

C'est pourquoi plâne toujours sur eux la menace d'un nouveau procès de «haute trahison» pour leur soutien au peuple sahraoui. C'est aussi pourquoi, dernière ignominie, le bruit courait hier que la Cour pourrait leur infliger deux ans de prison supplémentaires pour «insultes à magistrat» pour leur attitude ferme.

S.G.

G. CARRAT

IRLANDE : DES POLICIERS RÉVÈLENT LES TORTURES DANS LES PRISONS

Dans son numéro du lundi 14 février, l'*Irish Times* publiait un éditorial et sept articles sur la torture pratiquée en République d'Irlande. Dans toute la presse britannique il en est de même. Cette «publicité» sur la torture pratiquée contre les patriotes en Eire n'est pas fortuite ; en fait par ce biais, il s'agit pour l'impérialisme britannique de tenter de faire pression sur la République pour que celle-ci retire la plainte qu'elle a déposée devant la Cour des Droits de l'Homme du Parlement Européen de Strasbourg contre la Grande Bretagne, qu'elle accuse de torturer en Irlande du Nord depuis que l'armée britannique intervient directement.

D'autre part, en Eire, un «conflit» vient d'éclater au sein de la police entre partisans et adversaires de la torture utilisée contre les patriotes, chose pratiquée couramment dans les commissariats et prisons du sud. Les policiers qui sont contre décrivent la torture pratiquée par les professionnels et refusent d'y participer. Il

est à noter que ce mouvement de mécontentement qui est présent dans la police se retrouve également présent parmi l'armée. En Irlande, on parle d'une «scission» dans l'appareil répressif, une partie étant totalement aux ordres d'un gouvernement fascisant, un autre refusant le rôle qu'on veut lui faire jouer, celui de valet de l'impérialisme britannique. Seroit-ce des sentiments presque républicains qui resurgiraient ?...

Dans une interview accordée à TF 1, Seamus Mac Stéophain a déclaré que «la campagne de bombes en Angleterre continuera jusqu'au retrait total des troupes britanniques d'Irlande du Nord et que toute personne qui appuie l'effort de guerre britannique, ou même y collabore d'une façon ou d'une autre, fait partie de nos cibles (...). Les actions contre les hommes d'affaires en Irlande du Nord vont continuer «puisque ils sont ici pour exploiter la classe ouvrière et les ressources économiques de l'Irlande au profit de l'Angle-

terre». Mardi matin le gouvernement irlandais se réunissait pour examiner les accusations de l'*Irish Times*. Ce journal hier matin révélait trois nouveaux témoignages sur des cas de tortures, parmi lesquels celui d'une femme enceinte.

LES NÉGOCIATIONS SUR PANAMA ONT REPRIS HIER

Les négociateurs américains sont arrivés à Panama lundi soir. Ainsi Carter prend le relais d'une négociation ouverte depuis 1964, souvent interrompue, dont l'enjeu est la prise de contrôle par Panama de la zone du canal.

Depuis 1964 des manifestations importantes sont organisées à Panama contre la colonisation américaine, grâce à laquelle les États-Unis contrôlent complètement le canal qui traverse l'Amérique Centrale et relie l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique.

À Panama également les USA ont installé l'une de leurs principales bases d'agression contre les peuples d'Amérique : le centre d'insurrection anti-guérilla où sont

entraînés la plupart des officiers des armées latino-américaines depuis la guerre, ainsi que des militaires de nombreuses autres régions.

Ainsi depuis le début les USA refusent de reconnaître la souveraineté sur la zone du canal. Les USA viennent négocier notamment le maintien de bases US, le maintien d'un statut privilégié pour 40 000 Américains qui vivent dans la zone du canal, l'indemnisation des biens américains récupérés par Panama du fait de la prise de contrôle de la zone, le maintien du contrôle américain sur une partie de la zone du canal. Les négociateurs de Carter sont autant contre l'indépendance que les négociateurs de Ford et de Nixon.

L'OPEP EN RÉUNION
A VIENNE : A l'initiative de Qatar, président en exercice de l'OPEP les membres de l'OPEP se sont réunis pour définir une position commune sur les prix. Cette réunion souhaitée par tous a été préparée par de nombreuses rencontres entre les représentants des différents pays. Le ministre des affaires

étrangères algérien a notamment déclaré à la veille de la réunion alors qu'il venait de rencontrer les responsables séoudiens : «Il faudra normaliser la situation qui se fait jour au niveau de l'OPEP, afin d'éviter les pertes énormes que pourraient subir nos pays si une solution rapide n'est pas trouvée».

GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE -1- UNE «INDUSTRIE» DE REPRESSION

DE LA PROTECTION CONTRE L'INCENDIE... À L'ESPIONNAGE DANS LES ATELIERS

A côté des contrôles dans le métro, des tracasseries contre les jeunes, contre les immigrés odieusement exploités, à côté des contrôles qui se multiplient dans les quartiers populaires, tout cela pris en charge par la police officielle, le capital a créé toute une «industrie» qui intervient pour défendre ce qu'il considère comme sa propriété ! Les grèves sont sa hantise ! Des sociétés chargées d'intervenir par tous les moyens sont constituées.



En période de grève, contre les ouvriers en lutte, le personnel de gardiennage dépêché par des sociétés spécialisées va jouer un véritable rôle de «suppléants» par rapport à la police officielle. On se souvient de l'intervention organisée à la demande du patronat de Peugeot avec des sociétés intermédiaires de gardiennage, contre les ouvriers en grève dans cette entreprise. Autre exemple : l'intervention, à la demande de feu Amaury, des gardes maîtres-chiens contre les travailleurs du «Parisien Libéré».

Mais l'activité anti-ouvrière de ces sociétés de gardiennage est devenue quotidienne même lorsqu'elle n'est pas spectaculaire. Ainsi, un délégué syndical devient gênant ! On attachera à ses pas un privé chargé de le surveiller et de trouver le motif qui permettra de le licencier.

De fait, les sociétés de gardiennage et de surveillance sont dans de nombreux cas la façade publique de l'activité de groupes préexistants, rompus aux exactions contre les travailleurs. On y trouve ainsi nombre d'anciens de l'OAS, et leurs relations avec les partis politiques au pouvoir sont importantes.

La prolifération de telles sociétés marque la volonté de la classe au pouvoir de s'opposer par tous les moyens à l'action des travailleurs qui refusent de faire les frais de la crise actuelle. Elle reflète la peur de cette classe, comme tout renforcement des moyens de répression, mais aussi, parce que ces sociétés lui permettent d'éviter d'apparaître à visage trop découvert dans des actions particulièrement violentes ou crapuleuses contre la classe ouvrière.



CRS, brigade «anti-terroriste», vigile : visages différents d'une même répression.

De quoi se compose cette «industrie», quelles sont les sociétés que l'on y trouve. Il y a dix ans, on ne comptait environ qu'une centaine de sociétés ; aujourd'hui, il y en a plus de mille. Toutes n'ont pas une activité unique. Citons l'exemple d'une société qui à sa création vendait du matériel de défense contre l'incendie, elle a bien vite monté son propre service de pompiers, qu'elle a pu placer dans différentes entreprises, magasins et services publics. Du pompier à la surveillance, il n'y avait qu'un pas, il fut vite franchi. A présent, cette société fournit des gardiens à la demande. C'est une des rares entreprises qui a conservé des activités autres que la surveillance. Il n'en est pas de même pour toutes.

Telle cette agence située dans le 9^e arrondissement de Paris. La société se définit dans ses statuts comme «Agence de renseignements privés, commerciaux et industriels, gardiennage et surveillance de tous locaux, à l'aide de tous moyens connus et à connaître». Elle a trois principales «vocations» : en plus des enquêtes sur personnel, elle fournit des gardes du corps à diverses personnalités du régime, ou étrangères en visite en France. De plus elle assure les services d'ordre des réunions sionistes.

AU MIEUX AVEC LES RG

Une autre société, signataire de la convention collective pour le syndicat patronal des entreprises de gardiennage et de sécurité, est située dans le 12^e à Paris. C'est là que se trouvent son précieux fichier et son ordinateur. La maison est au mieux avec les RG. Il est courant que les inspecteurs de la préfec-

ture et ceux de la société échangent des «tuyaux» autour d'une bonne table. On y «vend» de la sécurité, des surveillants, des gardiens, armés ou non, des pompiers des contrôleurs. Des hommes «sûrs» dit la publicité. On «vend» aussi du personnel intermédiaire. Les enquêtes et la filature sont la tâche d'une équipe chevronnée de privés, certains retraités ou congédiés de la police. Dans la maison, on adore se mêler de politique ou d'affaires syndicales. Si une entreprise se plaint de «sabotage» ou de laisser-aller, même au niveau des cadres, la société en question est à son service. Elle peut lui fournir aussitôt une équipe de privés, qui sous figure de nouveaux embauchés se mêlent au personnel : sur les chaînes, dans la maîtrise, à tous les niveaux. L'objectif ? inspirer confiance : alors on ne fait pas de zèle, on a de bonnes relations avec les ouvriers, on écoute aussi ce qui se dit dans les ateliers et à la cantine. Bref, on espionne. Hors des murs de l'entreprise, une autre équipe de privés prendra les ouvriers en filature. Très vite on repère ceux qui rouspètent, ceux qui sont syndiqués, ceux qui appartiennent à une organisation politique, on détecte aussi les cadres qui ferment les yeux. Les rapports arrivent à la direction de l'usine qui licencie. La société de gardiens peut alors présenter sa facture.

ENQUÊTE AVANT EMBAUCHE

Une autre de ses spécialités, les enquêtes avant embauche. Sur demande de l'entreprise, on vérifie les curriculum vitae du postulant, on interroge des anciens employeurs, on

enquête dans son quartier, au besoin on vérifie ce qu'il a dans sa boîte aux lettres, on rend visite au commissariat de son lieu de résidence et on consulte les Renseignements Généraux : c'est facile puisque souvent on est un ancien des RG. L'entreprise qui veut se renseigner y met le prix : les notes de la société de gardiennage et surveillance sont réputées pour être salées. Mais, tout ce qui compte pour la direction, c'est que l'ordre soit maintenu. La société est très prospère puisqu'elle a pu étendre son activité en créant des succursales à Bordeaux, Istres, Montpellier, Marseille, Nîmes, Perpignan, Valence...

LA FAÇADE CHANGE, L'AFFAIRE CONTINUE...

Parmi ces entreprises, une autre toujours «parisienne» dont les statuts nous apprennent que son but est : «gardiennage jour et nuit, fourniture de renseignements commerciaux et divers, enquêtes et protection par tous moyens connus et à connaître, électriques, électroniques, humains ou mécaniques». C'est la grande combine ! L'affaire dure peu, c'est la faillite, mais aussitôt, d'autres entreprises voient le jour, se remplaçant les unes les autres. Ce seront successivement la société A, puis la Nouvelle Société A., qui elle fonctionnera sans avoir été enregistrée officiellement à la Chambre de Commerce, ensuite la Société sera dite de «détection électronique». Curieusement toutes ces sociétés, obtiendront tour à tour le concordat mais s'écrouleront d'elles-mêmes. Une Toule de gogos qui ont avancé des fonds y laissent quelques plumes mais l'af-

faire continue. L'animateur a eu des ennuis à Grenoble à la Libération pour fait de collaboration. Il a suivi la filière de tous ceux qui, à l'époque, ont tenté de se blanchir : engagement pour l'Indochine, où on le retrouve dans le renseignement sous l'uniforme de l'armée française. Pendant la guerre d'Algérie, il affirme ses sympathies OAS. Le fils coactionnaire des sociétés, à la fois chef du personnel et démarcheur, s'occupe de boîtes de nuit et de... proxénétisme.

Parmi les autres entreprises, encore des spécialistes d'enquête sur le personnel en place. L'une est dirigée par un ancien des RG, sa spécialité : enquêtes avant embauche.

Une autre sise dans le 10^e a en 1970, effectué pour le compte de la SAB Frein à Amiens une enquête sur J. Blincau, dirigeant local du PSU et secrétaire de la section CGT de l'entreprise. A la suite de cette enquête, Blincau fut licencié.

Il n'y a pas qu'à Paris que sévissent ces entreprises. Certains de leurs directeurs, tout en entretenant d'étroites relations avec des services de police, sont impliqués dans diverses affaires de chantage, de fraude.

L'AGENCE PINKERTON...

Toutes ces sociétés rêvent d'arriver au niveau de l'Agence Pinkerton, aux USA, dont l'argument publicitaire est «Connaissez-vous vraiment les gens que vous employez ?» Aux USA, Pinkerton collabore officiellement avec le FBI. C'est ce que réclament beaucoup de directeurs d'entreprises de surveillance françaises : «Pourquoi pas un représentant officiel de la Préfecture dans nos agences ?»

Devenez

«**ABONNÉ**»

AMI
DERNIER MOIS

Quotidien
du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

PARMI LES DISQUES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'«Antidühring» d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

REDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Romé», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims
de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

- Mode de versement :
- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

DANS NOTRE COURRIER

LES INSTITUTEURS LICENCIÉS PEUVENT GAGNER

Ayant lu dans le quotidien, la lettre d'instituteurs licenciés à la rentrée de Noël, je tiens à leur dire qu'ils peuvent gagner : une affaire semblable s'est déroulée en Moselle et s'est terminée par la réintégration. Après deux «échecs» au CFEN (Certificat de Fin d'École Normale), Denis Morin était licencié en septembre, victime de la même circulaire que les actuels licenciés, la circulaire à caractère confidentiel (I) du 18 août 1976 (...).

Dès son licenciement, un comité de soutien s'organisait à Forbach (...). Il faisait l'information dans toute la région, élaborait un dossier, faisait circuler des pétitions, etc... A la rentrée de janvier, une délégation

du comité de soutien envahissait l'inspection académique de Metz, puis le siège du syndicat, expliquant que le temps de répit était épuisé et se montrant décidé à mettre tous les moyens en œuvre pour donner du retentissement à l'affaire. Et, alors que ce travail commençait, quelques jours plus tard, Denis Morin était réintégré.

Il est grand temps de contrer l'arsenal de mesures répressives qui se mettent en place en saisissant toutes les occasions de mettre en échec ce pouvoir, et la lutte des instituteurs licenciés de la région parisienne en est une, comme le montre l'affaire Denis Morin.

Un lecteur de Lorraine

SOUTENONS LES INCULPÉES DU MLAC D'AIX-EN-PROVENCE

Le 10 mars à 8 heures du matin, aura lieu à Aix-en-Provence, le procès de femmes du MLAC qui après la loi Veil de janvier 1975 ont continué à pratiquer des avortements

- avortements de mineurs
- avortements de femmes pauvres de la classe ouvrière
- avortements de celles qui refusent les conditions de l'hôpital (isolement, anesthésie, intimidation, curetage de contrôle, etc...).

La bourgeoisie les menace de dix ans de prison, parce qu'elles ont dénoncé l'insuffisance de la loi Veil et pour «pratique illégale de la médecine». De plus, elles ont organisé des délégations pour accompagner les femmes qui ont décidé de se faire avorter à l'hôpital afin d'imposer l'abandon de l'anesthésie obligatoire.

Mais surtout, elles sont en train d'organiser la remise en question de la loi Veil (en effet, ce procès n'est pas le seul du genre) ; et font face aux mouvements réactionnaires tel «Laissez-les vivre» qui intensifient leur propagande contre l'avortement.

Le 19 février, les inculpées du MLAC appellent toutes celles et tous ceux qui veulent les soutenir dans leur lutte à se rencontrer au THÉÂTRE DU CENTRE D'AIX de 10 h à 22 h où un débat sera engagé, des films projetés afin de populariser le procès, et leur action.

Soutenons le MLAC en envoyant des télégrammes de protestation et de soutien les 8, 9, 10 mars à : Monsieur le président du tribunal correctionnel, audience du 10 mars Palais de Justice 13 100 Aix-en-Provence

Soutenons financièrement le MLAC en envoyant de l'argent à : Compte chèque n° 2851-26432 Mme E. Plumet Crédit Lyonnais Agence cours Mirabeau 13 100 Aix-en-Provence

Venez nombreux le jour du procès. Jeudi 10 mars devant le Palais de Justice à partir de 8 heures.

Avortements et contraception libres et gratuits.
Acquittement pour les inculpées du MLAC.



LE NUMÉRO 3 VIENT DE PARAÎTRE

- AU SOMMAIRE :
- Dossier silicose réalisé avec les mineurs de Lorraine
 - les nouvelles méthodes d'exploitation... du mineur
 - comment lutter contre les poussières
 - les mensonges des statistiques officielles
 - les maladies respiratoires du mineur : silicose, anthracosilicose, bronchite chronique, asthme, les examens à pratiquer...
 - la silicose dans les autres professions
 - engager la lutte contre la silicose.
 - Les premiers dossiers préparatoires aux assises contre la pollution industrielle
 - Péchiney Uguine Kuhlman : lutte à Pierre Bénite. Le point sur le fluor, le CLISACT et la CGT, questionnaire fluorose
 - pollution des eaux : dossier mercure
 - le nucléaire et les travailleurs : dossier rayonnements et santé
 - le cancer et l'environnement : les parents de la Savine ont gagné contre l'amiante !
 - alimentation et pollution : les additifs dans les médicaments.

32 pages. Prix 5 F. Régler par chèque à l'ordre du CLISACT



Le Ciné-Club de l'A.U.P. présente
LA MACHETTE ET LE MARTEAU
JEUDI 17 FÉVRIER - 20 h 15

La situation réelle en Guadeloupe prétendue «département français», vue par un Antillais.
Débat après la projection.
7 avenue de la Forêt Noire
67 000 STRASBOURG

Appelez
238 63 61
de 14 h 30 à 18 h 30

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

25^e épisode

Catillon passa lentement sa carabine entre les branches, faisant attention de bien rester à l'ombre pour ne pas se faire repérer. Il compta les pylônes et distingua dans sa lunette de tir la silhouette d'un Allemand, puis de deux Allemands. Avec tendresse, le fermier pressa la détente, couvrant la forme grise de la croix de sa lunette de tir. Par habitude, il visait comme pour le chamois : au cou, sûr d'avoir la tête s'il tirait haut, la poitrine s'il tirait bas. Tac !

L'Allemand s'affaissa, laissant tomber son fusil. Le corps rejeté en arrière, il restait accroché par les jambes. Près de lui, son camarade vivant cherchait d'où venait la mort : pris de panique, il tournait la tête dans toutes les directions, exposant son visage, dont Catillon ne pouvait voir l'expression, à des zones d'ombre et de lumière.

Tac !

Il tomba comme une pierre, projeté par l'impact de la balle, et son corps disparut dans les hautes herbes, au pied du pylône.

— Voilà ! dit Brisac.

Il s'était glissé à côté du fermier et suivait la scène dans ses jumelles.

Les deux hommes rampèrent en silence vers le corps du lieutenant A..., qui venait de mourir. Près de lui, le docteur Bailly, la pipe à la bouche, regardait la blessure.

— Voyez donc, mon capitaine. D'un côté, c'est grand comme mon petit doigt, et de l'autre...

Il attrapa l'épaule du lieutenant et fit basculer le corps sur le ventre. À travers la vareuse déchiquetée, une plaie béante répandait sang et poumon.

— On pourrait y mettre le poing ! Vous comprenez ?

— Non, dit Catillon.

— Ils ont limé leurs balles.

— Mais pourquoi ? demanda Léon.

— Tiens ! Avec une lime ou un couteau, tu tailles deux fentes. Quand la balle fait mouche, elle se déchire, s'ouvre en croix et emporte le morceau.

— Voyons, c'est con, dit Catillon. Je fais même pas ça pour le sanglier.

— Bah ! fit Bailly. Si tu veux des détails, c'est un crime de guerre !

Catillon reprit sa carabine en marmonnant :

— Crime de guerre ! Je vais te leur en foutre, moi, des crimes de guerre !

Il partit rejoindre sa section. Le secteur était calme, maintenant. Les Allemands avaient changé leur attaque et sondaient le flanc sud, défendu par la section Payot ; au loin, les Trois Pucelles vibraient sous les rafales de mitrailleuse et s'effritaient sous les coups des mortiers de la Wehrmacht.

Dans les prés, zigzaguant au milieu des fleurs, Catillon écoutait la fusillade.

— On se croirait un dimanche d'ouverture. Beau gibier !

Il avait au cœur de la tristesse. Ce gibier-là, c'était pas comme les lièvres, ça se mettait pas dans le carnier... Dans un charnier, tout au plus.

Il se glissa vers la crête et s'allongea derrière un rocher ; après une nuit de pluie, la journée brillait, limpide ; l'Isère et le Drac faisaient des taches dans le soleil ; entre les deux rivières, Grenoble, vu de si haut, ressemblait à un plan, propre et sans misère. Plus loin, les massifs de Chartreuse, de Belledune, des Grandes-Rousses et du Pelvoux, achevaient de cerner la ville dominée par le Vercors.

Catillon sortit du pain de sa poche et, tout en mangeant, fit avec son couteau une entaille à l'une de ses balles. Il la plaça dans le canon de sa carabine qu'il caressa de la pointe des doigts :

— Pas vrai, Magali ? On va leur en foutre à la gueule, des crimes de guerre !

Dans la matinée, les Allemands lancèrent des attaques successives sur les deux kilomètres de front. Partout, ils subirent des pertes. Ils décrochèrent et se regroupèrent à l'abri des fermes éparses et des replis de terrain. Ils décidèrent qu'à résistance égale, mieux valait attaquer le centre : la compagnie Goderville. Rendus prudents, ils se couvrirent de branchages et d'herbe. Transformés en bottes de foin, rampant de bosquet en bosquet, ils débordèrent au nord la position clef sur le chemin du Charvet. Ils la débordèrent au sud d'un coup, bousculant la section qui gardait la station de tramway des Guillets.

(à suivre)

SANTÉ

le benzolisme

(suite)

Nous avons vu dans un précédent bloc-notes que les solvants tels que le benzène, le toluène et le xylène sont utilisés comme décapants de peinture, produits de nettoyage à sec, colles de caoutchouc ou de plastiques. Le benzène existe également dans certaines essences telles que le «super».

Ces produits peuvent être avalés accidentellement, ou gagner au travers de la peau la circulation sanguine.

LA RESPIRATION DE SOLVANTS BENZÉNIQUES EST LE MODE D'INTOXICATION LE PLUS FRÉQUENT

Après une exposition répétée à des vapeurs de benzène ou de toluène à basse concentration, apparaissent les premiers signes d'intoxications.

Inspirées par les poumons, les vapeurs toxiques gagnent les alvéoles, à chaque phase respiratoire, 70 % sont rejetées par l'expiration, 30 % gagnent le sang. Environ 12 % seront transformés dans le foie éliminés

dans les urines. Le reste ira se fixer sur le cerveau, le foie, la rate, les reins, les glandes surrénales et la moëlle osseuse. Ce mode de fixation sur l'organisme explique la lenteur habituelle d'installation des signes de benzoline (qui peuvent apparaître après cessation de toute exposition, et être déclenchés par une autre affection : infection, grossesse...)

COMMENT SE MANIFESTENT LES SIGNES DE BENZOLISME ?

Les signes d'atteinte tels que irritabilité, insomnie, maux de tête, apparaissent d'abord. Si l'exposition aux vapeurs benzéniques persiste, ils évoluent vers des tremblements, une sensibilité anormale de certaines régions de la peau (sensation de brûlures, de piqure...)

Ces manifestations sont accompagnées de manque d'appétit et de nausées.

L'atteinte de la moëlle osseuse est la manifestation principale du benzolisme.

L'ACTION SUR LE SOUFRE DE L'ORGANISME

Une fois que le benzène a gagné la circulation sanguine, il s'y dissout, se transforme en dérivés phénoliques qui se combinent avec le soufre contenu dans l'organisme. Le soufre, élément essentiel à la fabrication de vitamines B et C, puis de jeunes globules sanguins par la moëlle osseuse, est ainsi piégé et n'est plus disponible pour cette fonction essentielle.

L'ACTION DIRECTE SUR LA MOËLLE

La moëlle osseuse fabrique les éléments sanguins, globules rouges et blancs, plaquettes. Les dérivés benzéniques peuvent agir directement en diminuant le nombre d'éléments fabriqués : selon le degré d'atteinte, selon la destruction de l'une des catégories fabriquées, le travailleur aura les troubles suivants :

Des saignements fréquents, des hématomes au moindre choc, si les plaquettes nécessaires à la

coagulation sont en nombre suffisant (moins de 40 000/mm cubes).

Une anémie, par chute des globules rouges en-dessous de 3 500 000/mm cubes.

Une sensibilité accrue aux infections par chute des globules blancs et «inversion de la formule sanguine», c'est-à-dire diminution des polynucléaires qui nous aident dans la lutte contre les microbes.

COMMENT SOIGNER LE BENZOLISME ?

Toutes ces manifestations sont très lentes à s'installer. Dès qu'un signe apparaît (et le meilleur moyen de s'en rendre compte, c'est de pratiquer régulièrement des analyses de sang pour surveiller la formule sanguine), le seul remède pour stopper l'intoxication est de supprimer l'exposition au risque.

Le meilleur moyen de lutte, est la prévention, par la suppression des peintures, colles qui contiennent des dérivés benzéniques, ou la fabrication de tels produits en enceinte close, en prenant les mêmes précautions que pour les rayonnements ionisants.

Dans certains cas, les travailleurs ne sont même pas au courant qu'ils manipulent et respirent des solvants benzéniques. Ils n'ont pas d'examen régulier d'analyses de sang comme le prévoit la loi. Devant une fatigue anormale, un mal de tête persistant, des nausées, un dégoût de manger de la viande, il faut exiger du médecin du travail :

Un bilan complet avec analyse de la numération formule sanguine

La composition chimique des produits qu'ils respirent ou manipulent pour pouvoir engager l'action collective contre ce risque.

Docteur QDP



Les pistoleurs de Renault, ils sont exposés aux vapeurs de benzène.

Programme télé

MERCREDI 16 FÉVRIER

TF 1

18 - 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Hé bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La vérité de Madame Langlois. Film de Claude Santelli
22 h 10 - Le livre du mois
23 h 25 - Journal

A 2

18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Switch. Série américaine
21 h 25 - Magazine d'actualité
22 h 55 - Jazz «spécial Benny Carter n° 4»
23 h 25 - Journal et fin

FR 3

16 h 10 - Amphi CNAM
18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Duel. Film de Steven Spielberg
21 h 55 - Journal et fin

RENCONTRE ENTRE CHYPRIOTES GRECS ET TURCS

chypre, un point chaud de l'europe

Par Grégoire CARRAT

«Pour la première fois, une occasion se présente de résoudre le problème de Chypre» a déclaré le secrétaire général de l'ONU, après avoir présidé la première rencontre depuis 1963, entre Makarios, président de la République de Chypre, et Rauf Denktash, chef de l'«Etat fédéré turc de Chypre» proclamé en février 1975.

Le coup d'Etat organisé par les fascistes grecs en 1974, l'invasion de l'armée turque qui lui a répondu, ont donné une ampleur nouvelle

aux oppositions traditionnelles entre Grecs et Turcs à Chypre, oppositions utilisées par les Anglais depuis l'indépendance de l'île en 1960, pour y garder des positions importantes. En 1974, l'unité même de l'île et de l'Etat chypriote est remise en cause ; au travers des affrontements entre Grecs et Turcs, entre Grèce et Turquie. La brutale progression des positions soviétiques en Méditerranée orientale, après l'affaire de Chypre font de cette région, où l'OTAN régnait sans partage, l'un des points chauds de l'Europe.



Le 15 juillet 1974, un coup d'Etat était déclenché. Un fasciste grec, Nicos Sampson, se nomme président. Des combats acharnés opposent les troupes commandées par les fascistes grecs aux patriotes chypriotes. Dès le 2 juillet, Makarios, le président de Chypre avait demandé le retrait de la garde nationale commandée par des officiers grecs. «Les cadres supérieurs du régime militaire d'Athènes soutiennent et dirigent les activités terroristes de EOKA-B», écrivait-il au gouvernement grec.

Le coup de Sampson était destiné à favoriser le rattachement de Chypre à la Grèce, que l'EOKA cherchait à imposer depuis plusieurs années. Les putschistes pourchassaient les Chypriotes turcs dans Nicosie, la capitale, le gouvernement turc menaçait avant de faire débarquer, le 20 juillet, sur l'île, 40 000 soldats fortement armés, devant lesquels l'exode des Chypriotes grecs du Nord de l'île commença, dans la terreur.

La sixième flotte américaine se rapprochait de l'île, dans tous les cas, les Etats Unis espéraient bénéficier de ce coup : ils laissèrent le régime des colonels qui dépendait entièrement d'eux, monter le coup, car

par leur intermédiaire le contrôle de l'île leur paraissait assuré, au moment où celle-ci voyait son importance en Méditerranée s'accroître ; ils ne firent rien pour empêcher l'armée turque d'intervenir, la partition de l'île pouvait également leur assurer que celle-ci ne poursuivrait pas son évolution vers les non-alignés.

Face aux navires américains, l'Union Soviétique envoie également navires et sous-marins. L'URSS se saisit de la brutale tension entre les deux pays de l'OTAN, la Grèce et la

Turquie pour exiger une conférence internationale sur Chypre, qui lui permettrait de se voir reconnaître des droits en Méditerranée orientale, jusque là, zone entièrement contrôlée par l'OTAN.

Le sale coup de Kissinger contre Chypre se retourne contre lui, une faille était ouverte dans le flanc sud de l'OTAN dans laquelle l'URSS se précipitait. En même temps, des difficultés importantes surgissaient dans les relations des USA, tant avec la Turquie qu'avec la Grèce.

pressions et des avances pressantes des Soviétiques. La négociation pour la réouverture des bases ne s'achève qu'en mars 1976. Aux termes de l'accord, toutes les bases passent sous le contrôle de l'armée turque, un commandement conjoint est placé à la tête de chacune d'elle. Mais leur réouverture est suspendue à l'octroi d'une aide militaire de un milliard de dollars, que le Congrès américain a refusé de voter.

En avril 1976, un accord similaire à celui de mars 76 avec la Turquie, est signé avec la Grèce. Les quatre bases seront réouvertes, sous contrôle de l'armée grecque, si une aide militaire de 700 millions de dollars est versée.

Les Etats Unis parviennent ainsi finalement à préserver leur présence dans la région et leur alliance avec les deux pays. Ils multiplient les efforts, inscrivant la Méditerranée Orientale au second rang — après le Moyen Orient — dans leur budget d'aide, et ils s'efforcent de superviser tout accord.

GRECE-TURQUIE : LES BASES FERMÉES ET RÉOUVERTES

A Athènes, le régime des colonels est renversé. Le 23 juillet, les Etats Unis en avaient permis l'installation en avril 1967, comme un rempart contre la colère anti-américaine de plus en plus grande. Dès le 15 août, le nouveau gouvernement écrit aux chefs de gouvernement de l'OTAN : «La Grèce exerce dorénavant son entière souveraineté sur l'ensemble du territoire, de son espace aérien, de ses eaux territoriales». Il affirme que cette position est «irréversible», que la Grèce assurera désormais sa sécurité «en se dispensant du besoin d'avoir des

protecteurs particuliers». De ce fait, la Grèce participe toujours à l'infrastructure de l'OTAN, mais lève tous les droits d'extraterritorialité dont jouissent les Américains ; le 29 avril, les bases d'Hellinikon et Eleusis, le port d'attache de la 6^e flotte, sont fermées, les autres doivent se soumettre au contrôle de l'armée grecque.

Le Congrès américain décide l'embargo sur les armes lourdes à l'égard de la Turquie. Les 26 bases américaines qui couvrent le territoire turc sont mises en sommeil, tandis que la Turquie est soumise à des

MENACES, PRESSIONS MILITAIRES, PÉNÉTRATIONS ÉCONOMIQUES

L'URSS a intérêt à ce que la libre navigation ne soit pas troublée dans cette région d'importance vitale, menace en août 76 l'ambassadeur d'URSS en Grèce, tandis que l'ambassadeur d'URSS en Turquie faisait de même, au moment où la tension montait entre les deux pays au sujet de la mer Egée. L'URSS n'est pas parvenue à imposer la réunion internationale pour régler le problème de Chypre, mais elle essaie de plus en plus de faire régner sa loi en Méditerranée Orientale. Au mois d'août 1976, elle violait les accords avec la Turquie en faisant franchir le Bosphore au porte-avions Kiev. Ses navires encombrant le détroit, provoquent des accidents sans que jamais elle ne parle d'indemniser la Turquie. Des manœuvres militaires imposantes sont

organisées à proximité des deux pays.

L'URSS porte un effort particulier en direction de la Turquie : avec quarante millions d'habitants, la première armée du Moyen Orient, et une position présentant un important intérêt pour l'URSS, elle constitue une cible importante contre laquelle la pression militaire s'accompagne du développement des relations économiques.

L'URSS menace la Turquie de cesser brutalement ses achats si ce pays ne lui accorde pas de facilités, en échanges desquelles elle veut prendre une part croissante dans le commerce turc. Kossyguine allait lui-même en décembre 1975, signer un nouvel accord économique à l'occasion de l'inauguration du complexe sidérurgique d'Iskanderun. La volonté de la bourgeoisie turque de créer une base

industrielle est mise à profit par les Soviétiques qui multiplient leur participation aux grands projets. Ils prennent notamment en main l'édification des deux centrales thermiques qui constituent la clef de voûte du projet énergétique.

Si l'URSS n'est pas parvenue à repousser les Etats Unis autant qu'elle le voulait à la faveur de l'affaire de Chypre et de la tension greco-turque, elle n'en a pas moins réussi à imposer et à accroître sa présence. Les négociations engagées à Nicosie peuvent-elles dans de telles conditions aboutir ? Les causes qui ont conduit au coup d'Etat de 1974, restent et sont aggravées, la partition aggrave la situation, tandis que la pénétration progressive des Soviétiques à laquelle s'oppose la contre-offensive US prépare de nouveaux affrontements directs ou indirects entre eux.

La route du Proche Orient



Chypre est un véritable porte-avions fixe avec les deux bases anglaises au Sud de l'île. Elle dispose également d'un important radar sur le mont Olympe. En 1973, les Etats-Unis ont vu tout le parti qu'ils pouvaient tirer de Chypre dans le soutien logistique à Israël, et son importance pour le contrôle des routes maritimes du Moyen-Orient, au moment où les pays arabes décidaient l'embargo sur le pétrole. Avec les bases en Grèce, la base de missiles en Crète, et les bases turcs, l'île assurait aux forces américaines le contrôle total de la Méditerranée Orientale.

En même temps, elle verrouillait la route d'Odessa au Moyen-Orient. Les Soviétiques pendant la guerre d'Octobre avaient amené des navires en nombre supérieur à la VI^e flotte. Le contrôle effectué par la Turquie et la Grèce devait être complété à proximité des côtes du Proche Orient.